



Investir dans les populations rurales

## **République du Bénin**

---

### **Projet d'Appui a la Croissance Economique Rurale (PACER)**

#### **Rapport de supervision**

#### Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 16 Oct - 06 Nov 2012

Date du document: 21/12/2012

No. du Projet: 1331

No. du rapport:

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département gestion des programmes



## REPUBLIQUE DU BENIN

### PROJET D'APPUI A LA CROISSANCE ECONOMIQUE RURALE (PACER)

PRET FIDA N°774-BJ –DON N°DSF-8029-BJ

Mission de supervision conjointe gouvernement du Bénin/FIDA : DU 16 OCTOBRE AU 6  
NOVEMBRE 2012

### Rapport de supervision

## A. Introduction<sup>1</sup>

1. Au Bénin, les activités du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) sont mises en œuvre à travers le dispositif d'exécution du Programme-Cadre (PROCAR) – précédemment nommé PADER mais dont le nom fût changé à l'achèvement du Programme d'appui au développement rural (PADER). L'approche Programme-Cadre s'est justifiée pour favoriser l'harmonisation, le développement des synergies et complémentarités entre les projets financés par le FIDA au Bénin et minimiser les coûts de coordination et de gestion. Suite à l'achèvement du PADER, le Programme-Cadre ne comprend que le Projet d'appui à la croissance économique et rurale (PACER). Un nouveau projet spécialisé en finance rurale, le Projet d'appui à la promotion des services financiers ruraux adaptés (PAPSFRA), sera présenté au Conseil d'Administration du FIDA pour approbation en décembre 2012. Ainsi, il est anticipé qu'en 2013, le PROCAR comprendra deux projets.

2. Une mission du FIDA a séjourné au Bénin du 16 Octobre au 6 Novembre 2012, pour d'une part assurer la 5ème supervision du Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER, Prêt N° 774-BJ et Don N° DSF 8029-BJ); et d'autre part évaluer la transition des activités éligibles du PADER sous le PACER. Cette mission s'est fixée comme objectif d'évaluer la performance globale du Programme-Cadre. Pour ce faire, la mission a passé en revue les activités de clôture du PADER, essentiellement administrative, et l'exécution technique, administrative et financière du PACER au sein du Programme-Cadre, ainsi que les mesures préparatoire en vue du PAPSFRA. Concrètement, elle a : (i) fait le point et l'examen d'ensemble de la mise en œuvre du PACER et des principales conclusions/ recommandations de la mission y compris le « project status report » PSR; (ii) évalué la mise en œuvre et les progrès réalisés au niveau de chaque composante ; (iii) fait le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision; (iv) évalué les difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des activités du projet et a fait des propositions pour aplanir ces contraintes ; (v) apprécié l'efficacité des outils de gestion du Programme-Cadre, et le respect des clauses de l'Accord de Prêt et les Amendements y afférents ; et (vi) enfin évalué les dispositions prises au sein du Programme-Cadre pour le maintien de l'environnement, le ciblage des femmes et des jeunes et assurer la

<sup>1</sup>/ La mission était composée de : Mme Beltchika Ndaya, CPM du FIDA pour le Bénin et Chef de mission ; Mme Houessou Abelle, Point focal du FIDA au Bénin; M. Keyita Matuvanga, Consultant du FIDA responsable de la rédaction du rapport de supervision (l'Aide-Mémoire et les annexes) ; M. Francis Negue Kouami, Consultant FIDA chargé de l'évaluation et de la formulation de recommandations sur les questions de suivi/évaluation, la durabilité, et l'environnement, à travers les composantes du PACER et du Programme-Cadre en vue de l'insertion du nouveau projet de finance rurale ; Mme Sara Lili, Consultante du FIDA en charge des Aspects Financiers. La mission était accompagnée de M. Georges Ayeni, Assistant au Responsable Suivi Evaluation ; M. Antonin Alavo, Responsable de la composante ADF ; M. Jean Guédessou, Responsable de la composante IR ; et M. Fagbohoun Justin, Responsable de l'URA de Bohicon. La partie gouvernementale était représentée par M. André Ayi Padonou (Ministère de Développement) ; Mme Savi Marie Cécile, du Ministère de l'Agriculture (DPP/MAEP) et M. Dorichamou Janvier de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA). La mission était également accompagnée de M. Amos Amour Avoce, Ambassadeur Global Youth Innovation Network (GYIN).

durabilité. Ce rapport concerne le PACER. Les informations relatives aux activités de clôture du PADER sont incluses dans un rapport séparé.

3. À son arrivée à Cotonou, la mission a consacré les six premiers jours à la collecte des rapports d'activités, à l'interprétation des informations découlant de la tournée effectuée en septembre par le Point focal/FIDA et le Coordonnateur, à la préparation de la mission de terrain et aux discussions avec les différents responsables de composantes du PACER. Elle a ensuite visité les communes de : Allada (village Dodji Aliho), Toffo (village Colli Agbamé), Ouidah (villages Pahou et Avlékété), Grand Popo (village Todjonoukoin), Lokossa (village Agamé), Kloukanmé (village Sawanè-Houéyiho), Savalou (villages Kpakpassa et Kpataba), et Cové (village Lanta Aga). Sur le terrain, la mission a rencontré: (i) des représentants et animateurs des opérateurs partenaires polyvalents (OPP) et spécialisés (OPS) du PACER ; (ii) des services décentralisés du MAEP ; (iii) des membres et organes représentatifs des Associations de Services Financiers (ASF) et des groupements d'Activités Génératrices de Revenus (AGR); (iv) des micro entrepreneurs (MER) appuyés par le PACER dont certains précédemment appuyés par le PADER ; (v) des Associations de Développement Villageois (ADV) ; (vi) des producteurs et transformateurs bénéficiaires du PACER et (vii) les autorités locales, notamment le Maire de Ouinhi. Sur le terrain, la mission a visité certaines réalisations faites, a mené des discussions avec les différents acteurs rencontrés et a recueilli leurs avis et suggestions qui ont servi de base à cet Aide-Mémoire.

4. Une réunion de restitution s'est tenue à Cotonou le 6 Novembre 2012 en vue de présenter l'Aide-Mémoire. Elle a été présidée par le SG du MAEP. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Béninoises, à l'UCP, à l'URA de Bohicon, aux partenaires du programme et aux communautés visitées pour leur précieuse collaboration et leur soutien ayant permis le bon déroulement des travaux. Le présent Aide mémoire retrace les principales conclusions et recommandations de la mission relative au PACER.

## **B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PACER**

5. Le Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER), d'une durée de 6 ans, a démarré en septembre 2010 et est à sa deuxième année de mise en œuvre. Les principales réalisations cumulées du PACER au 30 octobre 2012 sont résumées ci-dessous.

6. **Activités d'ancrage.** En partenariat avec les parties prenantes, l'équipe du Programme-Cadre a procédé à l'élaboration des manuels de procédures, la mise en place des guichets A et B, l'installation du comité national d'approbation des microprojets (CNA) et des Comités Régionaux d'Approbation des microprojets (CRA), et la formation de leurs membres sur le manuel de procédures pour la gestion des guichets A et B. Dans le cadre de la sélection des institutions financières partenaires pour la mise en œuvre des guichets A et B, une convention a été signée avec le Fonds National de la Microfinance (FNM). Celle avec les Institutions Financières est en cours d'évaluation. En ce qui concerne les infrastructures à financer par la BOAD, une requête d'avance de fonds est adressée à la banque pour le financement des études de faisabilité des piste à retenir.

7. **Phase active.** Les CRA ont procédé à l'étude des dossiers de microprojets et à la sélection des bénéficiaires. Certains ont déjà bénéficié de financement. Les études techniques pour l'aménagement des bas-fonds et autres infrastructures de soutien en la mise en marché sont en cours. , L'atelier national sur les infrastructures, sponsorisé par le Programme-Cadre, qui s'est tenu en Mars 2012. Ses conclusions et recommandations définissent à présent le mécanisme de gestion des infrastructures aménagées par tous les partenaires techniques y compris le FIDA. Le projet participe au transfert des activités démarrées avec le PADER et qui doivent se poursuivre avec le PACER.

8. **Appui au développement des filières.** En ce qui concerne cette composante, suite aux concertations régulières entre animateurs/CP/URA et UCP ainsi qu'aux recommandations de la mission de juin 2012 en rapport avec le fonctionnement des CRA, le nombre et la qualité des dossiers des microprojets soumis au financement ont été améliorés. Le projet devra poursuivre cet élan pour accroître les performances de la composante.

9. **Infrastructures rurales.** Au niveau de cette composante, durant le second semestre 2012, les efforts se sont concentrés sur la mise en place des infrastructures marchandes (magasins de stockage et hangars de marché) identifiées avec les bénéficiaires et venant en appui au développement des filières promues par le projet. Diverses études nécessaires à la poursuite ou au démarrage des travaux de construction ou d'aménagement proprement dits sont en cours.

10. Au 30 septembre 2012, le taux d'exécution physique du PACER est de 28.90 %. Sur le plan financier, le taux de décaissement effectif en DTS est de 12.60%. Mais, compte tenu de la DRF en cours de traitement au FIDA, des DRF actuellement en préparation et tous les engagements déjà pris et inscrits dans la comptabilité, le taux de décaissement serait porté à 21.44%.

## C. Produits et réalisations

11. Au 15 octobre 2012, les niveaux de réalisation du Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER) sont résumés ci-après<sup>2</sup> par composante.

12. **Composante « Appui au développement des filières agricoles (ADF) » du PACER.** Cette composante a pour objectif de mettre en place et de développer un mécanisme décentralisé durable, chargé de la promotion du développement des filières riz, ananas, cultures maraîchères et manioc, à travers le soutien à la création de 200 AGR et 400 MPE. Elle travaille à la mise en place du dispositif d'appui et des guichets A et B du PACER, et à la professionnalisation des acteurs.

13. La mise en œuvre de cette composante est conditionnée par la mise en place du Fonds d'appui aux filières « FAF » à travers ses guichets A et B, et par l'octroi de crédit aux bénéficiaires. A ce jour, toutes les conditions administratives sont réunies pour son fonctionnement : (i) le comité national d'approbation (CNA) et les comités régionaux d'approbation (CRA) ont été installés ; et (ii) leurs membres respectifs ont été formés sur le manuel de procédures pour la gestion des guichets A et B, en février 2012.

14. L'évaluation par les CRA de la première génération des microprojets élaborés a permis de déceler quelques faiblesses au système mis en place, notamment la qualité des projets soumis, dont la disparité des dossiers par OPP, le faible niveau de commercialisation, l'inclusion d'équipement inéligible et le faible niveau d'approbation des microprojets notamment dans l'URA sud (65 microprojets approuvés sur 92 soumis). Afin d'y remédier, un atelier d'harmonisation a été tenu à Bohicon les 26 et 27 mars 2012 et a recommandé notamment: (i) d'harmoniser le plan de présentation des microprojets ; (ii) de tenir des concertations régulières entre animateurs/CP/URA et UCP pour régler au cas par cas la prise en compte de certains équipements qui prètent à équivoque ; (iii) que l'UCP accélère la signature des conventions avec les IF et mette à la disposition des OPP et SAE la liste des IF/IMF. Suite à cet atelier, au cours du second semestre, l'UCP s'est attelée à remplir ces exigences en vue d'augmenter le nombre et la qualité des microprojets à financer sous cette composante.

15. Selon le type de promoteur, la répartition de la première génération des microprojets indique que 65% des microprojets approuvés ont été soumis par des groupements contre 35 % pour les dossiers individuels et que 8 promoteurs seulement,

---

<sup>2</sup> Les résultats détaillés sont présentés dans l'appendice 5.

sur 65 microprojets approuvés, ont reçu une subvention de 5 502 250 FCFA auprès du PACER contre un besoin de 72 869 008 FCFA, soit 7.6 %. Ce faible taux est dû à la réticence des IMF partenaires à financer ces microprojets sans la participation du PACER à leurs frais de gestion (5% des montants des crédits).

16. Pour la seconde vague de microprojets étudiés en août-septembre 2012 par le CNA et les CRA, 97 ont été approuvés sur 125 soumis<sup>3</sup>, ce qui porte le nombre de microprojets approuvés à 162 au total pour les deux générations (soit une demande de financement de 636 110 902 FCFA). Comme on le constate, le nombre de microprojets approuvés s'est amélioré par rapport à la première vague grâce à l'atelier d'harmonisation qui a davantage clarifié les procédures. Cet appui (suivi et renforcement des capacités des acteurs clés) devra donc se poursuivre tout le long de la mise en œuvre du projet, tout en visant l'atteinte des objectifs.

17. L'élaboration des plans de développement à moyen termes des filières est essentielle pour la promotion des filières promues par le PACER. Six bureaux d'études ont été contractés pour appuyer les organisations paysannes et les communes à élaborer les PDMT. Ces derniers couvrent une période de 4 ans et ont pour finalité, en fonction de l'état des lieux des filières (aspects technique, institutionnel organisationnel, économique et financier), de proposer un plan d'action lequel sera décliné annuellement en plan d'opération (PAO) pour chacune des filières retenues. A ce jour, 85 PDMT<sup>4</sup> ont été réalisés pour l'ensemble de la zone du projet dont 26 validés au niveau des communes du septentrion (Atacora-Donga et Borgou-Alibori pour le riz). Le processus de validation est en voie d'achèvement pour les autres PDMT (Zou-Collines, Mono-Couffo, Ouémé-Plateaux et Atlantique-Littoral).

18. **Composante « Infrastructure rurales (IR) ».** pour cette composante, le PACER prévoit : (i) la réhabilitation de 250 km de pistes ; (ii) l'aménagement de 420 ha de bas-fonds, (iii) la construction de l'équivalent de 7500 m<sup>2</sup> d'infrastructures de soutien à la mise en marché (infrastructures de stockage, infrastructures et aires de collecte/hangars de commercialisation).

19. Les prévisions au titre du PTBA 2012 n'ont pas connu un taux important de réalisation physique, soit 28.90 %. Pour les pistes, des procédures sont en cours pour déclencher l'avance de la BOAD pour le financement des études.

20. A ce jour, au titre du PTBA 2011, les principales réalisations de cette composante sont les études techniques de 93 ha de bas-fonds au lieu de 80 ha prévus et 8 hangars de marché achevés et réceptionnés pour l'ADV Avlékété à Pahou (commune de Ouindah), l'ADV de Foyo (Djougou), l'ADV de Sina wongourou (Commune de Kandi) et l'ADV de Kakara (Commune de N'dali) soit au total 412.80 m<sup>2</sup> bâtis sur 619.20 m<sup>2</sup> prévus. Pour le compte du PTBA 2012, les réalisations se résument en l'identification des sites de 130 ha de bas-fonds, l'identification des sites devant abriter 1830 m<sup>2</sup> d'infrastructures marchandes pour la construction de magasins de stockage et de hangars de marché, et 1 magasin de stockage de marché achevé et réceptionné pour l'ADV Sonoumon (Commune de N'dali), soit 69.34 m<sup>2</sup> bâtis sur 1830 m<sup>2</sup> prévus et les travaux se poursuivent.

21. **Composante : «Coordination et Partenariat stratégique».** La mise en œuvre du PACER est assurée par l'Unité de Coordination du Programme-Cadre PROCAR.

---

<sup>3</sup> 19 microprojets approuvés sur 22 soumis pour le CRA du Borgou-Alibori ( 28-29 août 2012 à Parakou), 71 microprojets approuvés sur 95 soumis pour le CRA de Bohicon (11 septembre 2012 à Bohicon) et 7 approuvés sur 8 soumis pour le CNA (10-11 septembre 2012 à Bohicon). Les microprojets couvrent les 4 filières avec une dominance pour le riz et le manioc et ce dans les domaines de la production et la transformation.

<sup>4</sup> Exemple du PDMT (non encore validé) de la filière ananas dans la commune de Tori (Département de l'Atlantique) élaboré suivant le plan de présentation indiqué par l'UCP et qui facilite la déclinaison en plans annuels d'opération (PAO). Des précisions doivent encore être apportées sur la viabilité des différents types d'organisations professionnelles et sur les relations/contrats existants entre elles.

22. Tous les partenariats noués dans le cadre de la mise en œuvre du PADER et des projets à courts termes (PUASA, Ex-PDRT et DON EU) se poursuivent avec le PACER notamment à travers les structures déconcentrées de l'Etat (l'INRAB, la DAGRI, la DPQC, la DPLR, la SONAPRA, les CeRPA, les CeCPA, l'UAC et les ONG). Ces partenariats devront se renforcer progressivement dans le sens de l'amélioration de la mise en œuvre des activités mais aussi dans la perspective de la pérennisation des acquis du projet. C'est dans ce cadre que le PACER a relancé sa collaboration (partenariat) avec l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB) pour l'étude des normes et conditions de culture de l'ananas au Bénin (formule de fumure, itinéraires techniques adaptés aux réalités du Bénin, etc). Les ressources requises lui ont été fournies pour le démarrage des essais, profitant ainsi de la petite saison de pluies de septembre à octobre.

23. Pour une amélioration des produits et des réalisations, la mission recommande : transitionner l'équipe du Programme-Cadre d'une méthode de gestion des activités sur une méthode de gestion axée sur les résultats

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Aligner les TDRs du personnel du Programme-Cadre avec les objectifs du PROCAR	Coord./ RAF/Point focal FIDA	Novembre 2012
Former l'équipe du projet sur la gestion axée sur les résultats (GAR)	Coord./ RAF/Point focal FIDA	Décembre 2012
Réorganiser le personnel du Programme-Cadre en fonction des besoins et compétences	Coord./ RAF/Point focal FIDA	Décembre 2012
Pourvoir les postes manquants : RPM, GS, chefs de projet PACER et PAPSFRA	Coord./ RAF/Point focal FIDA	Décembre 2012

## D. Avancement de l'exécution du projet

24. La plupart des recommandations de la mission de supervision de juin 2012 ont été mises en œuvre, quelques unes sont encore en cours de réalisation et d'autres n'ont pas connu un début de réalisation (voir annexe 1 : état d'exécution des recommandations de la mission de supervision de juin 2012). Par composante, le point de l'avancement de l'exécution du projet se présente comme suit :

25. **Composante « Appui au développement des filières agricoles (ADF) ».** Au titre du PTBA 2012, cette composante envisage dans le cadre du fonds d'appui au développement des filières de : (i) mettre en place et développer un mécanisme décentralisé durable, chargé de la promotion du développement des filières riz, ananas, cultures maraîchères et manioc ;(ii) travailler à la mise en place du dispositif d'appui et des guichets A et B du PACER, et à la (iii) professionnalisation des acteurs.

26. S'agissant de la mise en place et du développement d'un mécanisme décentralisé durable, chargé de la promotion du développement des filières riz, ananas, cultures maraîchères et manioc, les processus en cours concernent essentiellement : (i) la création de consortiums regroupant divers acteurs d'une même filière et ayant des liens contractuels entre eux (exemple du Consortium ananas : la société PROMO-FRUIT, tête de pont, spécialisée dans la transformation de l'ananas en jus assure la distribution des intrants aux producteurs de l'ananas fruit situés en amont et garantit l'achat de leur production) et ce, sur la base d'un contrat ; (ii) le financement des microprojets approuvés par les CRA et CNA ; (iii) le suivi-appui-conseil des MPE et AGR opéré par les OPP, OPS et SAE, chacun dans son domaine et sa zone de compétence ; (iv) l'élaboration, la validation et la mise en œuvre des plans de développement à moyen terme (PDMT) ; (v) la formation des acteurs (65 transformateurs d'ananas sur la démarche HACCP en août-septembre 2012) ; et (vi) l'appui à la dynamisation et/ou mise en place de nouvelles OPA.

27. Le processus de la mise en place du dispositif d'appui se poursuit. Plusieurs conventions sont déjà signées avec les structures déconcentrées de l'Etat (les CeRPA, les CeCPA, l'ONASA, la DPLR, la DANA, la SONAPRA, l'UAC, l'INRAB, la DAGRI et les ONG) sont déjà signées. Pour la DPQC et l'UAC, le processus est en cours et la signature de la convention interviendra en début de 2013.

28. Par rapport à la mise en place des guichets A et B, suite à l'évaluation des premières sessions des CRA et au constat que certains projets s'écartent trop des balises fixées par le PACER, il a été envisagé un appui plus rapproché des animateurs sur le terrain. Cette disposition doit être maintenue durant toute la durée du projet afin de leur permettre d'accroître leurs performances.

29. Par rapport au financement de microprojets, la convention a été signée avec le FNM et avec 10 IF sur près d'une trentaine qui sont en contrat avec le FNM. Mais, la mise en place des crédits s'est heurtée à plusieurs difficultés : (1) réticence des IF quant à la mise en place des crédits ; (2) non application des principes souples du FAAR<sup>5</sup> par les IF partenaires (taux d'intérêt non respecté, certains frais non prévus sont réclamés aux promoteurs) ; et (3) contestation de certains projets approuvés par les CRA. Tout ceci a comme conséquence, un faible niveau de consommation des fonds du guichet A. Cette réticence opposée par les IF est en partie justifiée par les risques que présente la mise en place des crédits aux entrepreneurs agricoles. Face à cette situation, le souhait des IF serait de partager ces risques avec le PACER, à travers une participation du projet aux frais de gestion à hauteur de 5% des montants de crédits mis en place.

30. Par ailleurs, d'autres voies ont été explorées par le projet pour sortir de cet épineux problème de risque que posent les IF : (1) élargir la gamme des IF partenaires pour augmenter les chances de financement des microprojets ; (2) accélérer l'agrément des ASF qui sont une émanation du FIDA et donc avec qui la collaboration serait plus aisée en la matière – certaines ASF interrogées ont donné leur accord de principe ; (3) multiplier les consortia avec l'idée qu'en augmentant leur nombre, les garanties peuvent être offertes par les têtes de pont, ce qui faciliterait la mise en place des crédits ; (4) négocier avec le Consortium Alafia qui représente les IMFs ; et (5) mettre à contribution effective les OPP et OPS pour le recouvrement, ce qui pourrait réduire le niveau de risque. Dans ce cas, il faudra trouver un système de sécurisation en vue d'éviter le détournement des fonds.

31. Par rapport aux microprojets, certains groupements n'ont pas encore intériorisé le fait que le financement de leurs microprojets soumis et approuvés par le CRA/CNA est assujéti au versement préalable de leur contribution (apport) à la réalisation desdits microprojets. Les OPP et animateurs encadreurs des groupements qui se trouvent dans cette situation devraient les sensibiliser et appuyer à apprêter leurs apports<sup>6</sup>. En général, ce sont des groupements dont les comités de gestion ont reçu une formation en gestion mais qui ont encore besoin d'un renforcement des capacités dans ce domaine. C'est pourquoi, les OPP et animateurs les accompagnant dans la mise en œuvre de leurs activités doivent veiller à la bonne tenue de leurs documents comptables en assurant un appui-conseil dans les domaines de la gestion et la comptabilité.

32. En ce qui concerne les PDMT, sur un objectif de 318 PDMT, 85 ont été réalisés dont 26 validés au niveau des communes du septentrion (Atacora-Donga et Borgou-Alibori pour le riz). Le processus de validation est en voie d'achèvement pour les autres PDMT (Zou-Collines, Mono-Couffo, Ouémé-Plateaux et Atlantique-Littoral).

33. L'appui apporté par le PACER à PROMO-FRUIT dans le cadre de la professionnalisation des acteurs, en lui facilitant la participation à la foire du Mali a été

---

<sup>5</sup> Fonds d'appui aux activités rurales. Il s'agit d'une composante du FNM destinée au financement des activités agricoles en milieu rural basée sur des conditions souples d'octroi de crédit. Le partenariat entre FNM et PACER est fondé sur le FAAR.

<sup>6</sup> Cas de 2 groupements des femmes de Kpataba dans la commune de Savalou dont les 2 microprojets soumis au CRA ont été approuvés.



très apprécié par cette structure car cette opportunité lui a permis de prendre de nouveaux contacts et de faire la promotion de son produit dans ce pays. Une autre participation des promoteurs appuyés par le PACER a lieu, cette fois au salon international des artisans de Ouagadougou qui se tient durant le mois de novembre 2012. Une collaboration étroite entre l'UCP, l'ABEPEC, la DANA et l'ANATRAB a marqué les préparatifs<sup>7</sup> à ce salon à laquelle participent 16 transformateurs d'ananas avec environ 60 tonnes de produits<sup>8</sup>. De même, un voyage d'affaires est en cours de préparation sur le Tchad où les produits des promoteurs encadrés par le PACER seraient très appréciés. Ce qui élargit le champ d'opportunités offertes aux MPE et MER pour la promotion de leurs produits. Cependant, malgré l'existence d'une convention signée avec la DANA pour la certification des produits et bien qu'une formation sur le respect des normes HACCP a été organisée à l'attention des transformateurs d'ananas, la visite de terrain a permis de constater que certains groupements et MER transformateurs d'ananas<sup>9</sup> déversent sur le marché (local et régional) des produits non certifiés, ce qui non seulement présente un danger pour la santé des consommateurs, mais pourrait aussi avoir des répercussions sur le développement de la filière ananas. Par ailleurs, certaines Unités Pilotes de Formation mises en place par le PADER pour la promotion des filières ne fonctionnent pas normalement à cause des équipements ne répondant pas au besoin des utilisateurs (tels que ceux de l'UPF de Dodji Aliho dans la commune d'Allada, livrés par la COBEMAG de Parakou dont la défaillance de certains est constatée lors du test fait à la livraison et d'autres tombés en panne quelques mois après livraison). Des mesures correctives doivent être prises d'urgence par l'UCP/URA pour éviter ce type de désagrément qui freine l'élan des activités promues par le projet. La mise en place des UPF animées par des formateurs endogènes est une innovation, mais celle-ci nécessite encore des actions d'accompagnement.

34. Pour cette composante, la mission recommande de :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
- Prendre attache avec la COBEMAG/Parakou pour faire réparer/remplacer l'équipement de production du jus d'ananas de l'UPF de Dodji Aliho (Allada) non adapté aux besoins des groupements bénéficiaires ;	Coord./ADF/URA	Immédiatement
- Appuyer et dynamiser les groupements producteurs de jus d'ananas en les aidant à mettre à profit les équipements à leur disposition ;	ADF/URA	Immédiatement
- Organiser une visite d'échange avec l'UPF de Glazoué qui fonctionne bien pour renforcer les capacités du comité de gestion de l'UPF de Dodji Aliho ;	ADF/URA	Février 2013
Inclure une clause relative au service après vente dans le contrat des équipementiers, en faire le suivi et demander aux équipementiers concernés de remplacer les matériels défectueux.	RAF/ADF	Continu
Mettre en œuvre des mécanismes pour le fonctionnement régulier des unités pilotes de formation (UPF)	Coord./ADF/URA/OPP	PTBA 2013
- Amener la DANA à faciliter la certification du jus d'ananas produit par les groupements et promoteurs encadrés par le PACER ;	Coord. et ADF	Immédiatement
- Régler et débloquent définitivement la situation du financement des (162) microprojets approuvés par les CRA et le CNA en vue du développement des filières promues par le projet	FIDA/UCP/OPP	Novembre 2012
- Appuyer les groupements de femmes transformatrices de manioc de Kpataba (Savalou) à mobiliser leur apport financier à la réalisation du microprojet approuvé par le CRA au plus tard à la fin décembre 2012 ;	ADF/OPP/URA	Fin décembre 2012
- Appuyer le groupement producteur de riz paddy de Kpataba dans le montage d'un dossier de microprojet à introduire au prochain CRA pour l'acquisition d'un motoculteur.	ADF/OPP/URA	Immédiatement
Appuyer le MER producteur semencier de riz de Todjonoukoin (Grand Popo), les groupements producteurs de riz paddy de Kpataba et de Lanta Aga (Cové) dans la préparation de microprojets à soumettre au CRA, respectivement pour l'acquisition de l'équipement d'irrigation pour le premier et pour l'achat de motoculteur adapté à leurs besoins pour les deux derniers ;	ADF/OPP/URA	Décembre 2012

<sup>7</sup> Liste des participants, types et quantités de produits, contrôle par la DANA, organisation des prises de contacts et des interventions à la foire.

<sup>8</sup> Ananas fruits, jus d'ananas, ananas en bouteilles et en canettes séché, confiture et sirop d'ananas

<sup>9</sup> MER transformatrice d'ananas de Colli Agbamé (Toffo) et les groupements producteurs et transformateurs d'ananas de Dodji Ahilo (Allada).

Appuyer le Groupement « JARDIN VERT » dans la recherche de petites structures de construction de forage et le montage d'un MP de forage	ADF/OPP/URA	Novembre 2012
Développer des critères pour le choix des sites et groupements éligibles pour les infrastructures et les formations	ADF/IR	Décembre 2012

35. **Composante « Infrastructure Rurales (IR) ».** Tel que présenté dans l'Aide mémoire de la mission de juin 2012 passé, l'avancement par rapport au PTBA 2012 reste toujours limité par les procédures administratives.

36. L'appui aux communautés à la base dans l'identification des pistes à construire ou à réhabiliter n'a pas évolué du fait que la requête adressée au Président de la BOAD en vue d'obtenir le financement pour la réalisation des études de faisabilité des pistes à retenir n'a pas eu de suite. C'est pourquoi, pour ne pas compromettre la mise en œuvre des activités liées aux pistes de desserte agricole, une mission composée du CPM du FIDA pour le Bénin, du DPP (MAEP), du Coordonnateur du PC et du Responsable IR du PACER s'est rendue le 31 octobre 2012 à Lomé pour faire évoluer ce dossier au niveau de la BOAD. Une promesse est faite pour que courant janvier-février 2013, l'avance de fonds sollicités soit disponible pour la réalisation desdites études et qu'en juin 2013, le Conseil d'Administration de la BOAD statue sur les procédures de signature de l'Accord de prêt. Ce dossier constitue un grand défi pour l'UCP et il doit donc être relevé dans les meilleurs délais afin d'accroître la performance de cette composante.

37. S'agissant de l'appui aux communautés à la base pour l'aménagement des bas-fonds, 130 ha de bas-fonds ont été identifiés pour le PTBA 2012. A cet effet, une convention de partenariat a été signée le 16 mai 2012 avec la Direction du Génie Rural (DGR/Cellule bas-fonds) pour la réalisation des études techniques de ces bas-fonds. Mais, le constat est que ces études n'ont pas encore démarré à cause de la présence de l'eau sur les sites à aménager. De ce fait, ces études sont renvoyées au mois de novembre 2012. Par ailleurs, les études techniques des 80 ha de bas-fonds identifiés pour le compte du PTBA 2011 ont été réalisées, mais les plans établis ont retenu 93 ha de bas-fonds à aménager. Pour ces 93 ha, l'appel à manifestation d'intérêt lancé a permis de pré-qualifier 11 entreprises à consulter et les dossiers de consultation restreinte ont été transmis à la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) pour étude et avis.

38. Sur le terrain, la mission a constaté l'engouement des producteurs à aménager et étendre les superficies cultivées en vue d'accroître la production dans les filières riz et maraichère promues par le projet, et de surmonter les difficultés qu'ils éprouvent pour y parvenir. Cet élan dans la mise en œuvre des activités du projet au niveau des groupements mérite d'être soutenu en vue de la réalisation à temps des appuis prévus. La visibilité des effets du projet en dépend. C'est pourquoi, dans le cadre de cette composante, la mission recommande que les appuis sollicités par les groupements et MER rencontrés en vue de lever les contraintes auxquelles ils sont confrontés soient accordés. Il s'agit notamment de : (1) groupement maraîcher « Jardin Vert » de Kpakpassa (commune de Savalou) et le MER producteur semencier de Todjonoukoin (commune de Grand Popo) dont la principale contrainte est la maîtrise d'eau ; et (2) le groupement producteur de riz de Lanta Aga (commune de Cové) et le groupement producteur de riz d'Aizé (commune de Ouinhi) pour l'extension des superficies emblavées en raison de grandes potentialités existantes.

39. Devant assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'atelier national sur la gestion des infrastructures marchandes mises en place par les projets de développement rural, tenu en mars 2012. Afin de rechercher l'harmonisation et l'amélioration des rapports entre la Mairie de Ouinhi et les groupements des producteurs d'Aizé, la mission a tenu une séance de travail avec le maire en présence du CeCPA et de l'OPP responsable de cette zone. Le Maire s'est montré très ouvert aux échanges qui ont essentiellement porté sur le problème de desserte du village d'Aizé et de la gestion des

infrastructures communautaires. Il a indiqué qu'il a pour vision de faire de ce village « un grand marché céréalier ». Par rapport à la gestion des infrastructures, un rappel a été fait sur les conclusions de l'atelier tenu à cet effet, notamment en ce qui concerne la bonne collaboration entre les ADV et les communes, l'intégration des préoccupations des ADV dans les plans annuels d'investissement (PAI) de la commune. La nécessité de sensibiliser les producteurs à la production maraîchère a été également évoquée, pour prendre en compte le problème de l'eau qui se pose du côté opposé du forage artésien où une grande quantité d'eau se perd dans la nature. A cet effet, l'OPP et le CeCPA ont été interpellés. Au terme des échanges, le Maire s'est entretenu avec les producteurs d'Aïzé en vue de les rassurer.

40. Par rapport aux infrastructures marchandes (magasins de stockage et hangars de marché), des sites totalisant 1830 m<sup>2</sup> ont été identifiés au titre du PTBA 2012. Pour raison d'efficacité et d'efficience, l'adaptation des études techniques utilisées par le PADER pour la réalisation d'infrastructures similaires a permis d'élaborer deux DAO locaux pour les URA de Djougou et de Parakou et un DAO national pour l'URA de Bohicon. Avec les 11 entreprises sélectionnées à cet effet, les travaux de construction de 7 magasins et 8 hangars de marché sont en cours d'exécution pour les URA de Djougou et Parakou. Quant à l'URA de Bohicon, la sélection des entreprises est au stade de dépouillement des offres.

41. Le suivi des travaux de réalisation des infrastructures marchandes se poursuit avec l'appui des CeCPA : au titre de l'année 2011, 4 hangars de marchés totalisant 206,40 m<sup>2</sup> sont en cours d'achèvement à Gnémasson (Commune de Pehunco) et à Houely-Gaba (Commune Adja-Ouère) ; tandis que pour le PTBA 2012, sur un total de 1830 m<sup>2</sup> à bâtir, 7 magasins et 8 hangars de marché faisant au total 898,18 m<sup>2</sup> sont en cours de construction. Ce qui contribuera à améliorer la commercialisation des produits de ces zones.

42. Pour cette composante la mission recommande :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre en place un comité de gestion des hangars de marché de Pahou (Ouidah) et mettre en application les conclusions de l'atelier sur les infrastructures	IR/UCP/Mairie	Immédiatement
Appuyer le groupement du MER producteur semencier de Todjonoukoin (Grand Popo) pour l'aménagement de son site de production (12 ha)	IR/UCP	PTBA 2013
Appuyer le groupement maraîcher « Jardin Vert » de Kpakpassa (Savalou) à réaliser un forage à moindre coût en faisant recours aux petites structures spécialisées du domaine	ADF/IR/OPP/URA/ADF/IR/UCP	Fin décembre 2012
Etudier la demande faite par le groupement de producteurs de riz de Lanta Aga (Cové) d'étendre la superficie à aménager à 25 ha au lieu de 12 ha précédemment retenus	IR/URA/UCP	PTBA 2013
Transmettre à tous les maires des communes couvertes par le PACER les conclusions et recommandations de l'atelier sur les infrastructures en vue de leur application	Coord./UCP/IR	Décembre 2012
Au besoin, identifier et donner l'appui nécessaire aux mairies pour la mise en œuvre des dispositions de l'atelier national.	IR	Décembre 2012
Définir, pour les prochaines infrastructures, des critères de détermination des sites devant les accueillir	Coord/IR	Décembre 2012
Faire préciser dans les conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée entre les maires et les ADV non seulement les responsabilités de chaque partie, mais insister aussi sur la forme de co-gestion et préciser l'origine des ressources financières devant assurer l'entretien des infrastructures	IR, Coord	Continu

43. « **Coordination/Gestion et Partenariat stratégique** ». Les multiples partenariats noués dans le cadre de la mise en œuvre du PADER et des projets de court terme (PUASA et Don UE) se poursuivent avec le PACER, notamment avec les structures déconcentrées de l'Etat (l'INRAB, la DAGRI, la DPQC, la DPLR, la SONAPRA, les CeCPA, les CeCPA, l'UAC et les ONG etc). La vision de la coordination du projet est de poursuivre

l'amélioration de la mise en œuvre des activités mais aussi dans la perspective de la pérennisation des acquis des différents projets/programmes.

44. Le Coordonnateur du PC/PADER a pris part à l'atelier de validation du plan semencier national pour la période de 2012 à 2017, qui a eu lieu à Ouidah du 02 au 03 octobre 2012, sous le financement de la BM. Ce plan élaboré avec l'appui des partenaires techniques et financiers à travers le PADER/Don UE et la ProCAD/PPAAO apparaît comme un important outil de contrôle et de régulation des productions de semences catégorielles. L'appui de l'Etat au secteur semencier a été très important ces dernières années, mais le renforcement des acteurs du secteur semencier pour une autogestion du secteur devrait également être une priorité. Plusieurs autres partenariats ont été entretenus durant les 6 derniers mois et devraient permettre d'améliorer la mise en œuvre du projet (renforcement de partenariat avec les communes pour harmoniser les relations entre les maires et les ADV, activités auprès du Ministère de Finances pour rendre disponibles les ressources de la BOAD pour le financement de la réhabilitation des pistes de desserte, appui aux jeunes pour le lancement de la campagne I AM A GYINer au Bénin pour le choix de 2 gagnants devant représenter le Bénin au deuxième sommet de GYIN à Rome en octobre 2013, etc).

45. La mission a échangé avec l'ANaSeB et la DPLR en vue de faire le point des recommandations retenues de commun accord avec l'UCP et le point focal dans le cadre de la restructuration. Ces recommandations se résument comme suit : i) Faire un travail interne de sensibilisation vis-à-vis des anciens membres sur les nouveaux textes et recueillir leurs observations; ii) Bien préparer l'AG (textes disponibles, MAEP informé, participation de tous membres, anciens comme nouveaux, et d'autres projets) et, en faire en même temps, l'occasion d'élire les membres du CA, la date butoir retenue est fixée au plus tard fin août. Les échanges ont révélé que la situation n'a véritablement pas évolué, la raison évoquée étant la campagne agricole. De plus, la liste des membres de l'association n'a pas été transmise à la DPLR en vue de lui permettre d'élaborer et de soumettre le projet de budget de la tenue de l'AG à l'UCPC. Aussi, la mission a-t-elle lancé un appel au Bureau de l'ANaSeB pour lui demander de faire preuve de volonté et de professionnalisme et recommandé de : (i) communiquer de toute urgence la liste des membres de l'Association à la DPLR, de même que la feuille de route mise à jour ; (ii) tenir l'AG d'ici la fin de l'année 2012 et, (iii) élaborer un programme d'activités pour l'année 2013.

46. L'équipe du Programme-Cadre est dans sa dernière phase de restructuration de son personnel. Avec l'achèvement du PADER, la mise en œuvre du PACER et l'insertion après l'approbation du Conseil d'Administration du PAPSFA, il est nécessaire que le personnel retenu soit adéquat et ait les outils pour non seulement la bonne gestion des projets FIDA mais aussi réaliser le potentiel de synergie au sein du Programme-Cadre. Les auto évaluations suivies de l'évaluation du Coordonnateur ont été accompagnées par un bureau externe dont les recommandations ont été revues et partagées avec l'équipe du programme. Il reste à revoir les TDRs et les contrats de performance après l'harmonisation du système de suivi et évaluation avec les objectifs du PACER.

47. **Suivi-Evaluation** : le dispositif de suivi-évaluation du PACER s'intégrant dans le dispositif de suivi-évaluation en place du PADER paraît se focaliser dans son opérationnalisation davantage sur le suivi des activités du PTBA (niveau de réalisation physique et des décaissements) et moins sur le suivi des résultats. Dans une optique de gestion axée sur les résultats et plus spécifiquement de gestion orientée vers l'impact, le dispositif de suivi-évaluation devra aussi mettre l'accent sur le suivi des indicateurs de résultats de sorte à s'assurer des progrès vers l'atteinte des effets et impact escomptés.

48. Il en résulte la nécessité d'un système formalisé de suivi-évaluation avec des mécanismes clairs et cohérents de collecte et d'analyse de données pour renseigner les indicateurs et de gestion de l'information en conformité avec les directives du Guide

pratique de suivi-évaluation du FIDA. Le manuel technique de suivi-évaluation élaboré pour le PADER répond bien à ce souci mais la mise en œuvre requiert des efforts pour optimiser l'exploitation du dispositif. Par ailleurs, le monitoring du PACER (et du PADER) repose essentiellement sur l'analyse documentaire à l'UCP par la CSE. L'exigence de fiabilité dans l'analyse des données et de la qualité des rapports produits nécessite que les experts de la CSE effectuent régulièrement des visites de terrain pour s'assurer que les données des rapports qui sont transmis sont en adéquation avec la réalité de terrain.

49. Au stade actuel, des faiblesses subsistent dans le dispositif en place de suivi-évaluation du PACER tant au plan du suivi de terrain et des résultats que dans la mise en place et l'opérationnalisation des outils et des mécanismes de collecte et d'analyse des données. Cela induit pour l'UCP des actions d'accompagnement et de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans le suivi et l'évaluation du PACER et des autres projets du Programme-Cadre.

50. Pour cette composante, la mission recommande de :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prévoir annuellement une ligne budgétaire dans le PTBA pour financer les cadres de concertation entre les différents intervenants (OPP, CeRPA, CeCPA, URA, etc) afin d'harmoniser les approches d'intervention	Coord, RAF	Continu
Faire aboutir le financement de la BOAD et mettre l'accent sur les investissements prévus	FIDA, Coord. RAF, R/IR	Continu
Accélérer la réalisation des enquêtes prévues en vue de disposer du Cadre de référence du PACER	CSE, Coord.	Mars 2013
Mettre à jour le Manuel technique de suivi-évaluation et élaborer une Matrice de suivi-évaluation du PACER	CSE	Janvier 2013
Faire la revue des outils en place de collecte et d'analyse de données et assurer leur mise à jour de façon participative	CSE	Janvier 2013
Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans les activités de suivi-évaluation du Projet notamment en gestion axée sur les résultats et sur la méthodologie et les techniques de collecte et d'analyses de données	CSE, Coord.	Janvier 2013
Exploiter la Base de données informatisée (Système intégré de suivi-évaluation axé sur les résultats du secteur agricole / SISEAR-SA) mise en place par le MAEP pour les projets en y faisant des aménagements pour la gestion des informations spécifiques du PACER et en opérationnalisant l'accès Web	CSE, Coord	Continu
Organiser des visites de terrain périodiques pour le RSE et l'A/RSE pour tester la fiabilité des données transmises dans les rapports et fiches de collecte avec les données in situ	CSE, Coord	Continu
Rendre systématique le renforcement de capacités des divers bénéficiaires d'équipement du projet	ADF, RAF, Coord	Continu
- communiquer de toute urgence la liste des membres de l'Association à la DPLR, de même que la feuille de route mise à jour ;	AnaSeB/UCP	Urgent
- Appuyer/accompagner l'ANaseB pour la tenue effective de l'AG d'ici la fin de l'année 2012 ;	UCP/AnaSeB/DPLR	Décembre 2012
- élaborer un programme d'activités pour l'année 2013	AnaSeB	Décembre 2012

51. **Evaluation de la transition des activités éligibles du PADER sous le PACER.** Par composante, le point des activités de clôture du PADER et de l'introduction dans le PACER se présente comme suit :

**Composante AGR/MER. Transfert d'activités/expériences au PACER en matière d'identification et de mise en œuvre des activités de filières par les groupements, les MER et les MPE.** Durant la période de clôture du PADER (Juin à fin Septembre 2012), et en application des recommandations de la mission de supervision de Mai 2012, un certain nombre d'activités et/ou expériences ont été transférées à la composante ADF du PACER. Par ailleurs, certaines activités inachevées dans le cadre de la mise en œuvre du DON UE ont été poursuivies par la composante AGR/MER jusqu'à la clôture du PADER. Elles méritent d'être prises en charge par la composante ADF en attendant le démarrage de la deuxième phase du DON UE en cours de formulation. Il s'agit principalement des activités de professionnalisation des producteurs semenciers

(sensibilisation des producteurs finaux à utiliser les semences de qualité, formalisation de la demande des semences ; constitution des faîtières nationales des semenciers par filière ; agrément des coopératives semencières ; finalisation de la restructuration de l'ANaSeB ; adhésion des faîtières nationales par filière à l'ANaSeB ; etc.).

**52. Composante B: «Accès au Financement rural».** L'étude relative à l'évaluation, la catégorisation et le ciblage du renforcement des ASF est achevée.

53. En attendant l'avènement du PAPSFRA, certaines activités liées à autonomisation et pérennisation des ASF seront faites sous le PACER comme activités préalables et sous le financement d'un petit don pays. Les activités sont les suivantes : (i) finaliser l'obtention de l'agrément d'exercer de la FAITIÈRE des ASF du Bénin, conformément aux exigences de la nouvelle loi sur la micro finance ; (ii) organiser la formation et l'information des institutions financières sur la nouvelle réglementation ; (iii) mettre en place les organes de la faîtière à savoir : (a) le service technique pour les services de suivi, de contrôle et d'audit des ASF ou d'autres IMF qui solliciteront ses services ; ce service travaillera aussi comme prestataire de services aux IMF ; (b) la caisse centrale qui assurera la gestion de l'excédent de trésorerie des ASF et autres IMF ; (iv) préparer le recrutement de l'assistance technique internationale prévue pour accompagner la mise en œuvre de la composante 1 du Projet de finance rurale. La caisse centrale refinancera aussi les ASF et autres IMFS qui sont dans le besoin ; (v) construire les bâtiments restants devant abriter les ASF après l'avis de non objection du FIDA ; et (vi) suivre, contrôler et consolider les activités des OPS-FR dans l'exécution de leur cahier de charges, en tenant compte des conclusions de la prochaine évaluation des prestataires.

54. La mission recommande de :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Actualiser le dossier de demande d'agrément et le transmettre au Ministère de l'Economie et de Finance (MEF) suivant les directives de la nouvelle loi régissant le secteur de la micro finance dans l'espace UEMOA	FR, UCP, Consultant	Fin mars 2013
Exécuter diligemment les activités pré requises avant le démarrage du projet de Finance Rurale	FR, PF, RAF	Continu

**55. Composante C : « Appui aux Institutions de Base.** Durant la période de clôture (juin à septembre 2012), les activités prévues ont été entièrement réalisées. Elles ont trait à la transition au PACER. Les activités menées concernent : (i) les divers appuis apportés à la composante ADF à savoir : réalisation des DPNV dans les 20 nouveaux villages du PACER ; préparatifs en vue du démarrage de l'alphabétisation initiale dans ces 20 nouveaux villages (élaboration de contrats à signer avec les Directions Départementales chargées de l'alphabétisation, sélection des maîtres alphabétiseurs endogènes MAE ; recyclage des opérateurs partenaires polyvalents sur certains thèmes (diagnostic participatif niveau village, création ou la confirmation d'une ADV, problématique de la promotion des filières, fiches de suivi-évaluation et critères PSR de notation des projets FIDA) ; (ii) l'appui apporté à divers ADV en application des recommandations de la mission de supervision de mai 2012 relatives à la transition au PACER.

56. La mission recommande à la composante ADF de :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Démarrer l'alphabétisation dans les 20 nouveaux villages du PACER	ADF	Novembre 2012

## E. Aspects fiduciaires

57. La gestion administrative et financière du projet et la qualité du système de contrôle interne sont satisfaisants. En général, la mission n'a pas relevé de problèmes majeurs dans la gestion du projet à part une lenteur dans la mise en œuvre des activités prévues,

qui se reflète dans les aspects administratifs et financiers: (1) une faible exécution du budget annuel ; (2) les retards dans l'exécution du plan de passation des marchés ; (3) une soumission lente des DRF avec les difficultés qui en découlent dans la gestion de trésorerie; (4) un faible taux de décaissement.

58. **Gestion financière.** L'organisation de l'équipe reste la même que celle de la dernière mission de supervision. Il reste, cependant, à recruter le responsable de la passation des marchés. Actuellement c'est le responsable des infrastructures rurales qui est l'intérimaire de ce poste. Au niveau organisationnel, le système des dépenses est organisé séparément selon que les dépenses sont effectuées par l'UCP ou par les URAs. Pour les dépenses des URAs, il est prévu une petite caisse pour toutes les dépenses de fonctionnement et un système d'avance sur budget pour les activités des filières sur le terrain.

59. **Système de contrôle interne.** Toutes les tâches et les responsabilités sont clairement identifiées. Les fonctions de l'approbation, de comptabilisation et de trésorerie sont traitées séparément et le système de certification et d'approbation mis en place permet un double contrôle de chaque dépense fait par le projet. La dernière révision du manuel des procédures administratives, financières et comptables est faite en décembre 2011.

60. **Suivi budgétaire.** Pour le système de suivi du budget, le principal instrument utilisé pour le contrôle des dépenses est le logiciel SUCCESS. Quelques lignes budgétaires sont intégrées au budget en cours pour faciliter le paiement total des engagements liés au budget antérieurs. Cet état de choses ne permet pas d'avoir les soldes effectifs du budget en cours à une date précise. Néanmoins des retraitements sont faits en Excel et font apparaître des soldes effectifs du budget. L'analyse du budget et le suivi du projet est effectuée trimestriellement avec tous les acteurs du projet, en intégrant les données physiques avec les données financières.

61. **Gestion financière des partenaires.** Les partenaires du projet sont divisés en trois catégories: les structures de l'état, les ONG et les structures privées. La sélection des structures privés est faite selon les procédures de la passation des marchés et abouti à la signature d'un contrat. Les ONG sont regroupés en 4 consortiums et sont considérés comme des partenaires privilégiés sur la base des conventions. Ces accords sont renouvelés chaque année à la suite d'une évaluation des performances des activités et de la gestion financière des fonds mis à leur disposition. Les structures de l'état sont des structures techniques qui offrent des services spécialisés et avec qui les relations sont réglées avec des conventions. Actuellement, le projet est en partenariat avec 117 organisations dont quatre consortiums d'ONG, qui inclue un total de 23 ONG, et les structures de l'état. Afin d'alléger la charge de la trésorerie, mais aussi d'accélérer les paiements, dans la plupart des cas, les partenaires sont payés conformément à la procédure de paiement direct (DPD).

62. **Système comptable.** Toute la comptabilité est informatisée et tenue avec le logiciel SUCCESS. Les fonctions du système sont toutes bien exploitées: ceci en matière de comptabilité, mais aussi en ce qui concerne la préparation des DRF / DPD, le suivi de contrats, la préparation des états financiers ainsi que la saisie comptable des stocks et immobilisations. La seule fonction qui pourrait être explorée pour améliorer le suivi financier du projet, est le paramétrage du logiciel avec les données du COSTAB. La mise à jour des comptes et toutes les réconciliations sont effectués mensuellement. Tous les comptes du PACER son mis à jour au 30/09/2012.

63. **Personnel.** Suite à une analyse par échantillons des dossiers, la mission constate que la tenue de dossier du personnel est bien faite et les dossiers sont complets avec tous les documents nécessaires. Actuellement le Programme-Cadre comprend 42 personnes, dont 14 agents dans le PACER (8 au niveau de l'UCP et 6 au niveau des URAs).

64. **Inventaire.** La mise à jour et le contrôle de tous les biens sont effectués chaque année sous la supervision de l'Inspection Générale du Ministère. Toutes les immobilisations acquises depuis le début du projet sont saisies dans SUCCESS, mais avec le seul but de contrôler les aspects comptables. L'inventaire effectif est suivi en Excel. La dernière mise à jour a été faite le 31/12/2011. Suite à une vérification par échantillon, la mission a testé l'efficacité du système mis en place et a procédé à un contrôle par échantillon de l'existence physique des biens, leur codage et la correspondance avec la liste d'inventaire. Le système est évalué positivement par la mission.

65. **Décaissements.** L'analyse du taux de transmission des DRF depuis le début du projet, montre une soumission des DRF faible. Depuis juillet 2010, seulement 5 DRF ont été présentées, avec en moyenne un écart de 3 à 4 mois à compter de l'exécution des dépenses (qui augmente de 4 à 8 mois si les temps de traitement des DRF par le FIDA sont inclus). Cette faible soumission de DRF provoque inévitablement des tensions de trésorerie et, par conséquent, des périodes pendant laquelle les fonds nécessaires pour mettre en œuvre les activités ne sont pas suffisants. Le montant moyen des DRF par rapport au montant du dépôt initial est de 29%, avec des possibilités d'amélioration.

Flux dépense v/ DRF	2010	2011												2012											
Prêt		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	
774-BJ et DSF-8029-BH		32%						1																	
							23%							1											
												26%						1							
														35%					1						
																			27%				1		
TOT DRF SOUMISE	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	
LEGEND:		Period de dépenses					X% = Montant demandé V/ AA					Soumission de DRF					Traitement par le FIDA								

66. Comme expliqué par le projet, une cause majeure de retard dans la présentation de la DRF est due à la lenteur constatée au niveau de la CAA pour l'approbation et la signature des DRF et aussi à la réception effective des fonds dans le compte du projet. Pour corriger cela, et pour permettre une meilleure gestion du projet, en accord avec les dispositions de l'accord de financement à la Section 2.03b), la mission recommande que le montant du compte spécial soit augmenté à l'équivalent en FCFA de 1,400,000 USD.

67. **Déboursement par Bailleurs.** Le total décaissé par le programme au 30/09/12 est de 2.8 millions de USD, qui représente le 5.86% du total alloué. A noter que les contributions de la FAO, du PNUD et de la BOAD ne sont pas encore effectives parce que les accords ne sont pas encore finalisés. Cela a entraîné une diminution sur le pourcentage de décaissement total. Les taux d'exécution par bailleur sont respectivement de : 14.74% FIDA contre 12.60% par rapport au DTS monnaie du financement, 3.40% Etat, 9% Bénéficiaires et 0% BOAD, PNUD et FAO. .

68. **Décaissement du prêt et du don.** Au 31/10/12 le décaissement effectif est d'un montant de 755,833.69 DTS respectivement pour le prêt et le don, soit les 12.60% du montant alloué. Le total décaissé par le don et le prêt est donc de 1,511,666 DTS. Compte tenu du montant de la DRF en cours de traitement au FIDA, des DRF actuellement en préparation et tous les engagements déjà pris et inscrits dans la comptabilité, le montant décaissé s'élève à 2,572,725 DTS (prêt et don), soit les 21.44% du montant alloué.

69. **Exécution catégorielle du prêt et du don.** Comme montré dans le tableau 3C annexé, la catégorie III « Matériel et Equipement » est actuellement déboursée à 120% à la fois pour le prêt et le don, et donc cette catégorie devra être particulièrement surveillée. Toutes les autres catégories sont toujours dans les limites des montants alloués.

70. **Compte Spécial du FIDA.** Au 17/10/2012 le compte spécial est réconcilié avec le FIDA et la situation pour le prêt et le don se présente comme la suivante :



<b>Dépôt initial compte spécial (A)</b>	<b>325,843,000</b>
Solde du compte spécial au 17/10/12	-
Solde du compte opérations au 17/10/11	90,042,211
Solde caisse au 17/10/11	502,134
Montant des avances aux URAs	2,709,403
Solde du compte Guichet A	16,872,500
DRF en cours de préparation	11,131,829
DRF pas encore créditées (No. 18 et 20)	166,896,533
Dépenses non encore demandées en remboursement	38,513,188
Intérêts crédités	- 824,798
<b>Sous Total (B)</b>	<b>325,843,000</b>
Discordance (A)-(B)	-

71. **Traitement des DRF.** Depuis le début du projet, le PACER a envoyé 17 demandes de décaissement dont 5 DRF et 12 DPD. Au moment de la mission, la DRF 18 est en cours de traitement au niveau du FIDA, la DPD 19 est en traitement à la CAA et la DRF 20 est en cours de préparation. Le système mis en place pour la préparation de DRF est simple et fluide. La préparation de chaque DRF est faite directement du logiciel, ce qui permet d'accélérer la préparation de DRF et d'éviter des erreurs de calcul ou de présentation. Mais en dépit d'un tel système, l'envoi des DRF pour le remboursement, reste lent ce qui crée, par conséquent, des problèmes dans la gestion de trésorerie.

72. **Financement de contrepartie.** L'analyse de la contribution annuelle de la contrepartie, présente de données un peu faibles que ceux prévus dans le budget annuel, avec une tendance améliorée par rapport au budget 2011. Le montant total engagé et dépensé en 2012 est de 131.3 millions de FCFA (dont 128 millions de contributions et 3.3 millions d'impôts et taxes), ce qui représente environ 44% du budget alloué jusqu'à 2012.

Période	Budget Alloué	Montant engagés	Exonération et taxes	Total	%
2010	63,310,000	-	-	-	0%
2011	75,000,000	6,867,500	1,218,490	8,085,990	11%
2012	163,000,000	121,158,683	2,118,590	123,277,273	76%
<b>TOTAL XOF</b>	<b>301,310,000</b>	<b>128,026,183</b>	<b>3,337,080</b>	<b>131,363,263</b>	<b>44%</b>

73. L'analyse de la contribution de la contrepartie à l'égard de l'allocation totale de COSTAB (Tableau 3B des annexes) montre, cependant, une contribution encore très faible par rapport à la prévision, soit 3.40% de 4.3 millions USD alloués. Si on y ajoute le montant des 55 millions FCFA d'engrais acquis auprès de la SONAPRA sur le budget national 2012, le pourcentage de contribution décaissé sera de 6%. Les difficultés liées au décaissement sur les ressources antérieures sont dues à : (a) insuffisance de trésorerie de l'Etat qui choisit ses priorités ; (b) procédures de décaissement qui changent chaque année ; (c) longues procédures de passation de marché (4 à 6 mois) ; et (d) obligations de saisir sur la plate forme SIGFIP (Système Informatisé de Gestion des Finances Publiques), plate forme régulièrement fermée.

### Dispositions de l'accord de prêt

74. **Etats Financier.** Pour l'année 2011 les états financiers ont été soumis au FIDA entre la date prévue dans l'accord de financement (31/03).

75. **Etats certifiés des dépenses.** La mission a révisé comme échantillon toutes les ECD de la DRF 10 et 18 du prêt et du don, couvrant la période de dépenses de Janvier à Juillet 2012. Tous les documents ont été trouvés en ordre: tous les paiements sont correctement documentés et consignés dans les livres et toutes les pièces justificatives sont jointes à chaque paiement. Des problèmes mineurs constatés ont été portés à l'attention du projet et bien clarifié par le projet.

76. **PTBA du 2012.** L'analyse du PTBA de 2012 montre des performances plutôt faibles, avec un pourcentage d'avancement de 30% à la fin de septembre 2012. Les taux

d'exécution du budget par composante sont de 23% pour la Composante A, 35% pour Composante B et 51% pour la composante C. Les causes liées à ce faible taux d'exécution du budget demeurent à peu près les mêmes que celles identifiées dans la précédente mission de supervision : (1) les problèmes de trésorerie qui ont parfois ralenti, sinon arrêté, la mise en œuvre des activités ; (2) les retards causés par les procédures de la passation des marchés en vigueur en Benin; (3) les retards saisonniers qui ont bloqué parfois l'exécution de certaines activités ; (4) un budget trop élevé et peu réaliste.

Cat.	Libelle	Budget 2012	Dépenses 09/12	% de réalisation (9/12)
I	Infrastructures	208 722 000	71 350 296	34%
II	Moyens de transport	-	-	0%
III	Matériels et équipement	-	15 711 070	0%
IV	Fonds d'appui aux filières	378 431 500	9 536 000	3%
V	Etudes, formation et assistance technique à l'exclusion des activités financées par d'autres bailleurs	449 907 000	59 013 394	13%
VI	Contrats de prestation de services à l'exclusion des activités financées par d'autres bailleurs	493 726 712	224 332 745	45%
VII	Salaires	187 944 440	94 734 884	50%
VIII	Entretien et fonctionnement	34 113 000	44 683 990	131%
<b>Total</b>		<b>1 752 844 652</b>	<b>519 362 379</b>	<b>30%</b>

77. Le très faible taux d'exécution dans la catégorie 4 (3%) est dû à la réticence des institutions financières pour participer au financement de microprojets élaborés par le promoteur et approuver par les CRA. Pour 2013 il faut réfléchir sur le mécanisme de financement pour augmenter la partie de subvention et diversifier les partenariats. Pour la catégorie 5, la cause du faible taux (13%) identifié par le projet est la lenteur de procédure prévu pour l'ANO et au niveau national pour l'approbation des procédures de la passation des marchés.

78. **PTBA 2013.** Le PTBA du 2013 est en cours de finalisation. Une première version a déjà été préparée. La mission recommande que des efforts soient faits pour améliorer la planification faite dans le budget. Le PTBA devrait être soumis au plus tard le 31 octobre pour revue, afin de le finaliser pour la fin novembre.

79. **Passation des marchés.** Le système de suivi de la passation des marchés est modérément satisfaisant. La mise à jour du formulaire pour le suivi de toutes les phases du PPM est bonne, mais le système d'utilisation de ce formulaire est encore en phase de rodage et son utilisation doit être améliorée.

80. Les performances de la passation des marchés sont très faibles. Sur les 32 marchés prévus dans le PPM de 2012, seulement 15 ont été achevés jusqu'à la finalisation du contrat. Le projet a identifié comme la principale cause de ce retard, le système centralisé de l'Etat au niveau de l'approbation, la gestion et le contrôle des procédures qui demeurent très lent.

81. La revue des procédures de la passation des marchés a été faite par échantillonnage. L'analyse de la documentation est satisfaisante mais il demeure le problème déjà identifié dans l'audit du 2011 sur l'archivage de toute la documentation. Bien qu'un effort a été fait pour organiser toute la documentation, les dossiers ne sont pas encore organisés de manière à ramener toute la documentation de chaque procédure.

82. **Registre des contrats.** Le registre est bien tenu et mis à jour. En 2012, 51 contrats ont été signés dont 25 conventions avec des partenaires privilégiés.

83. **Audit.** L'audit 2011 a été présenté à temps au FIDA par le projet. Le FIDA l'a trouvé satisfaisant et aucun problème majeur n'a été identifié. Suite à la discussion eue sur l'audit avec le Projet, le projet a informé la mission que même s'ils avaient donné leurs commentaires à l'auditeur sur les remarques de contrôle interne, l'auditeur ne les a pas

mentionnés dans son rapport. Le suivi des mesures prises par le projet a été discuté et tous les détails sont fournis dans le tableau dans l'annexe II.

84. Pour l'audit de l'année 2012, le même auditeur reste confirmé. Les TDR pour l'audit 2012 ont déjà été envoyés au FIDA et sont en cours d'examen et d'approbation. Les prévisions du projet sont de réaliser l'audit 2012 du PACER autour de Mars-Avril 2013 et de soumettre, comme prévu dans l'accord de financement, le rapport final en Juin 2013.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Paramétrage du logiciel pour saisie le COSTAB	RAF/ Comptable / Fournisseur	30/06/2013
Mis à jour de l'inventaire	RAF/ Comptables	31/12/2012
Envoyer une DRF pour l'augmentation du compte spécial à un montant équivalent FCFA de 1,400,000 USD	RAF/ Comptable	31/12/2012
Suivi avec les autres partenaires pour la mobilisation de leur financement	UCP	Immédiate
Accélérer la soumission des DRF et les envoyer dès que le montant minimum est atteint	RAF/ Comptable	Immédiate
Accélérer le traitement de demande de ANO et des DRF	FIDA	Permanent
Accélérer les procédures de passation des marchés	Gouvernement	Permanent
Améliorer la planification de la passation des marchés afin d'anticiper l'obtention de l'ANO et la finalisation des procédures au niveau gouvernemental	UCP	Immédiate
Améliorer la préparation du PTBA de sorte qu'il soit plus réaliste que celui des années passées, que les dépenses soient budgétisées en tenant compte des prévisions du plan de passation des marchés et que dans la planification la priorité soit donnée aux activités qui vont permettre au projet d'accélérer le décaissement	UCP	Immédiate
Soumettre le PTBA de 2013	UCP	Immédiate
Recruter le responsable de la passation des marchés	UCP	30/03/2013
Améliorer le system d'archivage et d'organisation de la documentation de la passation des marchés	Responsable de passation des marchés	30/03/2013
Soumission des états financiers 2012	RAF/ Comptable	31/03/2013
Soumission du rapport d'audit 2012	RAF/ Comptable	30/06/2013

## F. Durabilité

85. **Durabilité institutionnelle et sociale.** Dans sa mise en œuvre, le PACER fonde ses interventions non seulement sur les partenariats noués avec les structures pérennes de l'Etat, mais aussi avec ceux directs entre les bénéficiaires qui s'organisent en consortium avec des règles de fonctionnement mutuellement bénéfiques pour les différentes parties. Le projet doit poursuivre ces partenariats et même les renforcer. Aussi, l'approche filière adoptée par le projet constitue un facteur de durabilité qui permettra de consolider les acquis du PADER et du DON UE qui trouvent un prolongement dans le PACER.

86. **Durabilité économique et financière.** Le PACER est conçu pour offrir des conditions propices à la croissance économique rurale, ce qui lui donne une forte orientation vers la création de la valeur ajoutée au niveau des différents maillons de 4 filières promues. Cette concentration des efforts du projet sur la création de richesse pour les différents acteurs des filières qui caractérise le projet, constitue le principal fondement de sa durabilité. En effet, avec le développement de mécanismes qui génèrent des profits pour les acteurs, les besoins d'appui pour le maintien des acquis du projet vont progressivement diminuer les acteurs bénéficiaires ayant développé des capacité d'auto-financement.

87. **Durabilité technique.** Elle passe par un transfert de connaissances aux bénéficiaires du projet. Dans le cadre du PACER, les systèmes de production en cours de mise en place se fondent sur les activités courantes des bénéficiaires. L'approche du projet n'inclut pas la mise en place de technologies trop complexes hors de la portée des bénéficiaires. Certes, pour l'atteinte des objectifs que le projet s'est fixés, des élargissements d'échelles de production sont nécessaires. Mais, cela n'entraîne aucun problème majeur car ces derniers seront accompagnés des renforcements des capacités nécessaires à la bonne maîtrise des technologies.

88. **Durabilité environnementale.** Le fait que le PACER soit tourné vers la croissance économique qui requiert un recours relativement important aux techniques de production et de transformation de plus en plus améliorées en termes de productivité (utilisation d'engrais chimique, de pesticides, etc.) peut faire craindre des risques environnementaux. Aussi, bien que certaines activités du projet telles que la mise en place des infrastructures (pistes, aménagement de bas-fonds, etc.) soient susceptibles de constituer des sources de perturbations des écosystèmes ou de l'environnement des populations locales, ces perturbations ne pourraient être que de portée mineure. Toutefois, il importe d'envisager leur prise en compte pour réduire autant que faire se peut leurs effets néfastes. Cela requiert de l'UCP et des partenaires de mise en œuvre davantage d'attention à l'application des mesures d'atténuation des impacts négatifs sur l'environnement préconisées dans le rapport de pré-évaluation notamment : i) la formation des exploitants aux bonnes pratiques agricoles, à l'utilisation des engrais et pesticides, la gestion des eaux usées et le traitement des résidus; ii) le respect des règles de chantier en matière de design et d'implantation corrects des pistes et ouvrages d'art, de déversement des déchets de chantier, ... Une grande attention est requise de l'UCP dans la réalisation systématique de l'examen préliminaire environnemental comme critère d'éligibilité au financement et dans la mise en place du dispositif de suivi-évaluation environnemental du PACER.

89. Pour une gestion du PACER dans le sens d'une meilleure durabilité de ses acquis, la mission reconduit les recommandations suivantes :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faire élaborer un plan de gestion environnementale et social (PGES) pour le PACER	ADF, IR, Coord.	Novembre 2012
Veiller à la mise en œuvre des mesures d'atténuation des impacts négatifs sur l'environnement telles que prévues dans le Rapport de pré-évaluation	ADF, IR, CSE, Coord.	Continu

## G. Impact

90. Le niveau actuel de mise en œuvre du PACER ne permet pas véritablement de parler d'impact car beaucoup d'arrangements de mise en œuvre du projet sont encore en cours. En outre, la situation de référence du projet n'est pas encore clairement établie au regard des indicateurs d'effet et d'impact prévus dans le cadre logique. Même si le PACER est une émanation du PADER, il doit disposer d'une situation de référence qui lui soit propre étant donné qu'il a été conçu dans une approche de filières qui n'est pas nécessairement celle du PADER. Les TDR pour une étude de référence spécifique aux 20 nouveaux villages sont en voie d'être transmis au FIDA pour la non - objection Les études en cours sur l'impact du PADER serviront de situation de référence pour les villages du PADER couverts par le PACER.

91. **Acquis physiques et financiers, et amélioration des revenus.** Comme stipulé à la mission de supervision de juin 2012, les interventions du projet ne génèrent pas encore des acquis physiques et financiers susceptibles de faire l'objet de rapportage. Mais quelques appuis tels que l'accompagnement des promoteurs dans l'écoulement de leurs produits vers les pays de l'inter-land Niger, Burkina Faso suscitent déjà des engouements et présentent des perspectives d'un bon développement futur des affaires de ces promoteurs. Ces produits attirent même des marchés de l'Afrique Centrale, en

l'occurrence le Tchad où le projet prévoit d'accompagner certains promoteurs dans les prochains mois.

92. **Sécurité alimentaire.** On peut noter que parmi les filières que développe le PACER, le riz et le manioc sont largement consommés au Bénin. Les facilités qu'offre actuellement le projet pour leur production à travers la mise en place des engrais au niveau des unités régionales du projet ainsi que l'utilisation du matériel végétal (semences et variétés de manioc) performant pour accroître la productivité, contribueront à coup sûr à l'amélioration de la sécurité alimentaire au Bénin.

## H. Genre/Ciblage

93. L'équité hommes-femmes n'est pas encore chose acquise. A titre d'illustration, sur 22 microprojets portés par des promoteurs individuels et approuvés par les CRA lors d'évaluation des premiers microprojets élaborés, 4 seulement sont présentés par les femmes. C'est pourquoi, en tirant des leçons de l'expérience du PADER pour conforter les besoins et les intérêts des femmes dans le PACER, la mission réitère les recommandations formulées lors de la mission de supervision de juin 2012 qui demeurent toujours d'actualité pour renforcer la prise en compte du genre dans le PACER. Il s'agit de : (i) revoir les programmes d'alphabétisation fonctionnelle pour les mettre en phase avec les besoins pratiques exprimés par les femmes (lecture, écriture, maîtrise des 4 opérations de calcul, détermination prix de revient et coûts de production, calcul du chiffre d'affaires prévisionnel et du bénéfice), (ii) entreprendre des formations spécifiques à l'endroit des femmes sur le développement de l'esprit entrepreneurial, le développement personnel (confiance en soi, auto-estime, auto-valorisation), les opportunités économiques de l'approche filières et la maîtrise des outils de comptabilité simplifiée et de gestion devant se traduire par la tenue de documents comptables, et (iii) promouvoir, soutenir et encourager l'émergence de MER femmes.

94. Par ailleurs, il convient de noter que sur le plan technique, les phases prochaines de mise en oeuvre de micro-projets générés par le PACER prendront en compte les recommandations relatives à l'implication des femmes dans le choix des équipements mis à leur disposition ; au soutien de l'introduction de procédés techniques modernes et d'innovations technologiques dans la production comme dans la transformation pour réduire la pénibilité de certaines tâches et améliorer la qualité et la productivité ; et à accroître l'implication des jeunes entrepreneurs ruraux (hommes et femmes) aux activités du projet en leur donnant l'accès au crédit et au renforcement des capacités par des formations et visites d'échange.

## I. Autres aspects

95. **Innovations.** Des innovations importantes sont en cours dans le cadre de la mise en oeuvre du PACER. La principale innovation du PACER est le "développement des filières agricoles par les pôles économiques structurants" dénommés dans le projet « Consortium ». Cette innovation à travers laquelle les petits producteurs sont mis en relation avec des entreprises de production, ou de service pour leur offrir des facilités de production et de mise en marché de leur production mérite une attention soutenue en vue d'une capitalisation pour son utilisation à travers d'autres projets. L'autre innovation mise en oeuvre est l'utilisation des PDMT et PAO pour permettre aux organisations paysannes de mener leurs activités sur la base d'une planification et d'une vision claires pour les filières retenues.

96. **Leçons apprises.** A ce stade d'exécution du projet, il est trop tôt de parler de leçons apprises car les différents processus de mise en oeuvre sont à leur début.

## **J. Conclusion**

97. Le PACER, d'une durée de six ans, est à sa deuxième année de mise en œuvre. Tous les dispositifs d'appui pour une bonne exécution du projet sont mis en place (des manuels de procédures des guichets A et B, Comité national d'approbation des microprojets des MPE et formation comités régionaux d'approbation, sélection des bénéficiaires, établissement de partenariats avec des structures d'accompagnement et signatures de conventions, sélection des prestataires et passation des marchés). Deux sessions de CNA et des CRA ont déjà approuvé près de deux centaines de microprojets. De même, les processus nécessaires à la mise en place des infrastructures rurales telles que les pistes de déserte, les aménagements de bas-fonds et la construction d'infrastructures de soutien à la mise en marché (infrastructures de stockage, infrastructures et aires de collecte/hangars de commercialisation) ont été amorcés et se poursuivent. Mais, deux contraintes majeurs risquent de ralentir la mise en œuvre des activités du PACER: (i) la réticence des IF à financer les microprojets générés par les entrepreneurs agricoles ; et (ii) financement des pistes rurales par la BOAD non encore acquis.

98. Pour une exécution satisfaisante des objectifs du PACER, la mission recommande :

### **A l'UCP de :**

- Tout mettre en œuvre pour trouver le financement nécessaire à la mise en œuvre des microprojets ;
- Finaliser les processus de mobilisation des contributions financières de la BOAD au PACER ;
- Améliorer et renforcer le dispositif de suivi-évaluation du PACER tant pour les activités que les résultats ;
- Assurer un suivi rapproché des animateurs sur le terrain afin d'améliorer leurs performances ;
- Former l'équipe du projet et les acteurs clés sur la gestion axée sur les résultats et sur la méthodologie et les techniques de collecte et d'analyse de données ;
- Cibler au sein des groupements d'AGR des femmes et des jeunes porteurs d'initiatives de micro-entreprises et les accompagner ;
- Réaliser la situation de référence du PACER et notamment sur les 20 nouveaux villages ;
- Prévoir annuellement une ligne budgétaire dans le PTBA pour financer les cadres de concertation entre les différents intervenants (OPP, OPS, CeRPA, CeCPA, URA, etc) afin d'harmoniser les approches d'intervention du PACER ;
- Appuyer l'ANaSeB dans la préparation et l'organisation de l'assemblée générale devant approuver les nouveaux textes constitutifs et élire le nouveau bureau ;
- Payer les arriérés de salaires des OPP et OPS, prendre des mesures adéquates pour réduire les retards de leur paiement et améliorer le contrôle de la qualité de leur prestation.
- Organiser des visites de terrain régulières pour apprécier les résultats obtenus ;
- Poursuivre et finaliser la mise en œuvre des activités préalables à une bonne exécution du PAPSFA ;

### **Au Gouvernement :**

- Mener des actions concrètes qui reflètent les déclarations d'intention d'améliorer les procédures d'étude des dossiers de passation des marchés au niveau du MAEP.

**Au FIDA :**

- Instruire l'UCP à transmettre les demandes de non objection 6 mois avant la réalisation des activités concernées.

99. Le FIDA et le Gouvernement de la République du Bénin approuvent les conclusions de la mission de supervision.

## **Appendices et annexes**

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 4 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation
- Annexe I Etat d'exécution des recommandations de la mission de supervision de Juin 2012
- Annexe II Etat d'exécution des recommandations des audits des comptes de l'exercice 2011
- Annexe III Détails sur la contribution de la contrepartie/Budget national
- Annexe IV Aspects liés à la passation des marchés
- Annexe V Transition des activités éligibles de la Composante AGR/MER du PADER sous le PACER



**Appendice 1 : Résumé de l'état d'avancement du projet et notes**

**Projet 1331 [774] Projet d'appui à la croissance économique rurale -**

**Faits essentiels**

Pays	Bénin	No. du projet	1331	No. du prêt/don DSF	774
Projet	Projet d'appui à la croissance économique rurale			Prêt/don DSF suppl.	8029
Date de mise à jour	30/10/2012			Conditions de financement	DHC
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	5	Nombre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	02/06/2012	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	27/09/2010		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	30/04/2009			Coût total	47.78	
Accord	21/07/2009	Délai d'entrée en vigueur	17.3	FIDA Total	17.92	14,74
Entrée en vigueur	01/10/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	8.96	14,74
Examen à mi-parcours				Don DSF	8.96	14,74
Achèvement	31/12/2016	Dernier amendement		Don FIDA		
Clôture	30/06/2017	Dernier audit	23/06/2012	Financement national total	17.26	
Nbre de prolongations	0			Beneficiaries	2.93	0,09
				Government (National)	4.39	3,40
				Domes. Fin. Inst.	9.94	0,06
				Cofinancement total	12.60	
				BOAD	9.06	0
				FAO	0.50	0

Rapport de supervision

UNDP	3.04	0
------	------	---

### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	2	3	2. Exécution du S&E	4	3
3. Fonds de contrepartie	3	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	3
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Program coordination and strategic partnership	3	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	4
2. Composante infrastructure rurale	3	2	2. Autonomisation	4	4
3. Développement des filières	3	3	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	NA	NA
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

#### B.5 Justification des notes

B.1.2. Le taux réel de décaissement en DTS est encore faible mais a augmenté passant de 9.29 (dernière mission de supervision) à 12.60 %. Les prévisions de décaissement en fonction de DRF / DPD en préparation et les engagements pris permettront d'arriver à un taux de 21.44%. B.1.3 Les Fonds de contrepartie ne posent plus de problèmes pour le PACER. B.2.3. Le taux d'exécution physique du PTBA 2012 au 30 septembre est très faible (28.90%). Le PTBA 2012 est très ambitieux au regard des lenteurs de passation de marché et PTBA gagnerait à être revu à la baisse pour être plus réaliste et conforme au rythme d'exécution des dépenses. B.2.4 Les femmes sont encore minoritaires parmi les promoteurs des microprojets ; on note seulement 10% de microprojets de femmes sur les microprojets approuvés lors des derniers CRA. B.3.2 et B.3.3. : les taux d'exécution physique des deux composantes sont faibles et sont respectivement de 3.79% et 23%. B.4.1. : Le PACER fonde ses interventions sur les structures pérennes de l'Etat et des bénéficiaires telles que les consortia.

### Évaluation globale et profil de risque

République du Bénin  
Programme d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER)  
Mission de supervision: Du 16 octobre au 6 novembre 2012

Rapport de supervision

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Le mécanisme de financement des microprojets a toujours du mal à prendre son envol. La stratégie arrêtée pour contourner cette difficulté est de négocier au coup par coup avec les IF en attendant que les problèmes soient évacués. Un séminaire sera organisé à cet effet.

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

**C.5 Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Deux ans après le démarrage du projet, les faibles taux de décaissement et d'exécution financière pourraient impacter le résultat global du projet (PTBA 2012) si aucun effort ne vient inverser cette tendance.
Avancement de l'exécution du projet	<p>- Les institutions financières (IF) manifestent peu d'enthousiasme à financer les micro projets des promoteurs. Huit promoteurs seulement ont été financés depuis le démarrage du mécanisme. Cette situation qui serait due au manque de garantie des promoteurs, doublé de la réticence du FIDA quant à la participation du PACER aux frais de fonctionnement des IF retarde énormément le démarrage de la mise en œuvre des micro projets des promoteurs. Il faut reconnaître que le mécanisme en lui-même n'a pas de problème si on s'adaptait aux conditions des IF. Le FIDA n'a pas autorisé la participation du PACER aux frais de gestion des IF qui sont alors restés sur leur position exception faite de 2 parmi elles. La stratégie arrêtée pour contourner cette difficulté est de négocier au coup par coup avec les IF en attendant que les problèmes soient évacués. Un séminaire sera organisé à cet effet. En ce qui concerne les pistes à construire ou à réhabiliter, une requête a été adressée à la BOAD pour études de faisabilité des pistes à retenir. Un projet de lettre de relance est adressé au Président de la BOAD par le biais de la CAA. Une mission conjointe PACER/FIDA/MAEP vient d'être effectuée au siège de la BOAD à Lomé pour faire évoluer le dossier.</p>
Produits et réalisations	<p>Sur la Composante Appui au développement des filières, 8 dossiers de microprojets ont été étudiés au niveau du Comité National d'Approbation et 117 lors de la deuxième session des 3 Comités Régionaux d'Approbation (CRA). Par ailleurs sur les 65 dossiers approuvés lors de la première session des CRA, seulement 8 ont été financés (tous dans le département de l'Atlantique). C'est l'IMF dénommée MSFP qui les a financés pour un montant de 5 502 250 FCFA.. A ce rythme, il est à craindre que les objectifs assignés au Fonds d'Appui aux filières ne soient pas atteints à l'achèvement du PACER.</p> <p>En ce qui concerne la composante IR, 130 ha de bas-fonds sont identifiés pour le compte du PTBA 2012. Une convention de partenariat est signée pour la réalisation des études techniques des 130 ha de bas-fonds. La présence d'eau sur les sites a fait différer le démarrage desdites études pour novembre 2012. Les études techniques des 93 ha de bas-fonds identifiés pour le compte du PTBA 2011 sont réalisées mais leur aménagement prévu au titre de l'année 2012 tarde à démarrer du fait de la lenteur des procédures de passation des marchés; ce qui risque d'impacter négativement sur le calendrier des réalisations.</p>
Durabilité	Le partenariat avec des consortia pour la gestion des intrants agricoles et la commercialisation de la production est une approche qui garantit à terme la durabilité du système. Toutefois, ce partenariat naissant encore fragile mérite d'être renforcé.

### Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Lenteur des procédures	Le Gouvernement a été relancé à	Toute	Les réformes sont toujours attendues. Le FIDA a

République du Bénin  
Programme d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER)  
Mission de supervision: Du 16 octobre au 6 novembre 2012

Rapport de supervision

de passation au niveau du MAEP	plusieurs reprises sur cette question. Des goulots d'étranglement subsistent et le FIDA recommande à nouveau au Gouvernement d'engager des réformes au plus vite.	l'année	pris des dispositions pour revoir à la hausse les seuils pour les différentes catégories de marché (biens, travaux et services).
Lenteur dans la passation au niveau du PACER	Le FIDA recommande d'accélérer le rythme d'exécution des activités de terrain en ayant moins recours à la consultation restreinte et au gré à gré.	Toute l'année	Les démarches sont en cours afin de pourvoir le poste de Responsable à la Passation des marchés resté vacant depuis plus d'un an et demi mais dont l'intérim est assuré par le Responsable de la Composante Infrastructures rurales, secondé par un assistant en Passation de Marché.
Supervision d'octobre 2012	La prochaine mission de supervision devra évaluer le niveau de la mise à exécution des recommandations de la mission d'octobre 2012	Juin 2013	La plupart des recommandations de la mission de juin 2012 ont été suivies d'effets aussi bien du côté du FIDA que du PACER.

**Observations supplémentaires**

## Appendice 2: Résumé des principales mesures de la présente mission de supervision à adopter dans des délais convenus

DOMAINES D'ACTIONS	MESURES CONVENUES	DATE	RESPONSABILITE	AVANCEMENT
<b>PRODUITS ET REALISATIONS</b>				
	Aligner les TDRs du personnel du programme cadre avec les objectifs du PROCAR	Coord./ RAF/Point focal FIDA	Novembre 2012	
	Former l'équipe du projet sur la gestion axée sur les résultats (GAR)	Coord./ RAF/Point focal FIDA	Décembre 2012	
	Réorganiser le personnel du programme cadre en fonction des besoins et compétences	Coord./ RAF/Point focal FIDA	Décembre 2012	
	Pourvoir les postes manquants : RPM, GS, chefs de projet PACER et PAPSFRA	Coord./ RAF/Point focal FIDA	Décembre 2012	
<b>AVANCEMENT DE L'EXECUTION DU PROJET</b>				
	<b>COMPOSANTE « APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES (ADF) »</b>			
	- Prendre attache avec la COBEMAG/Parakou pour faire réparer/remplacer l'équipement de production du jus d'ananas de l'UPF de Dodji Aliho (Allada) non adapté aux besoins des groupements bénéficiaires ;	Coord./ADF/URA	Immédiatement	
	- Appuyer et dynamiser les groupements producteurs de jus d'ananas en les aidant à mettre à profit les équipements à leur disposition ;	ADF/URA	Immédiatement	
	- Organiser une visite d'échange avec l'UPF de Glazouéqui fonctionne bien pour renforcer les capacités du comité de gestion de l'UPF de Dodji Aliho ;	ADF/URA	Février 2013	
	Inclure une clause relative au service après vente dans le contrat des équipementiers, en faire le suivi et demander aux équipementiers concernés de remplacer les matériels défectueux.	RAF/ADF	Continu	
	Mettre en œuvre des mécanismes pour le fonctionnement régulier des unités pilotes de formation (UPF)	Coord ./ADF/URA/OPP	PTBA 2013	
	- Amener la DANA à faciliter la certification du jus d'ananas produit par les groupements et promoteurs encadrés par le PACER ;	Coord. et ADF	Immédiatement	
	- Régler et débloquer définitivement la situation du financement des (162) microprojets approuvés par les CRA et le CNA en vue du développement des filières promues par le projet	FIDA/UCP/OPP	Novembre 2012	
	- Appuyer les groupements de femmes transformatrices de manioc de Kpataba (Savalou) à mobiliser leur apport financier à la réalisation du microprojet approuvé par le CRA au plus tard à la fin décembre 2012 ;	ADF/OPP/URA	Fin décembre 2012	
	- Appuyer le groupement producteur de riz paddy de Kpataba dans le montage d'un dossier de microprojet à introduire au prochain CRA pour l'acquisition d'un motoculteur.	ADF/OPP/URA	Immédiatement	
	Appuyer le MER producteur semencier de riz de Todjonoukoin (Grand Popo), les groupements producteurs de riz paddy de Kpataba et de Lanta Aga (Cové) dans la préparation de microprojets à soumettre au CRA, respectivement pour l'acquisition de l'équipement d'irrigation pour le premier et pour l'achat de motoculteur adapté à leurs besoins pour les deux derniers.	ADF/OPP/URA	Décembre 2012	

	MESURES CONVENUES	DATE	RESPONSABILITE	AVANCEMENT
	Appuyer le Groupement « JARDIN VERT » dans la recherche de petites structures de construction de forage et le montage d'un MP de forage	ADF/OPP/URA	Novembre 2012	
	Développer des critères pour le choix des sites et groupements éligibles pour les infrastructures et les formations	ADF/IR	Décembre 2012	
	<b>COMPOSANTE « INFRASTRUCTURE RURALES (IR) »</b>			
	Mettre en place un comité de gestion des hangars de marché de Pahou (Ouidah) et mettre en application les conclusions de l'atelier sur les infrastructures	IR/UCP/Mairie	Immédiatement	
	Appuyer le groupement du MER producteur semencier de Todjonoukoin (Grand Popo) pour l'aménagement de son site de production (12 ha)	IR/UCP	PTBA 2013	
	Appuyer le groupement maraicher « Jardin Vert » de Kpakpassa (Savalou) à réaliser un forage à moindre coût en faisant recours aux petites structures spécialisées du domaine	ADF/IR/OPP/URA/ADF/IR/UC P	Fin décembre 2012	
	Etudier la demande faite par le groupement de producteurs de riz de Lanta Aga (Cové) d'étendre la superficie à aménager à 25 ha au lieu de 12 ha précédemment retenus	IR/URA/UCP	PTBA 2013	
	Transmettre à tous les maires des communes couvertes par le PACER les conclusions et recommandations de l'atelier sur les infrastructures en vue de leur application	Coord./UCP/IR	Décembre 2012	
	Au besoin, identifier et donner l'appui nécessaire aux mairies pour la mise en œuvre des dispositions de l'atelier national.	IR	Décembre 2012	
	Définir, pour les prochaines infrastructures, des critères de détermination des sites devant les accueillir	Coord/IR	Décembre 2012	
	Faire préciser dans les conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée entre les maires et les ADV non seulement les responsabilités de chaque partie, mais insister aussi sur la forme de co-gestion et préciser l'origine des ressources financières devant assurer l'entretien des infrastructures	IR, Coord	Continu	
	<b>COMPOSANTE « COORDINATION/GESTION ET PARTENARIAT STRATEGIQUE »</b>			
	Prévoir annuellement une ligne budgétaire dans le PTBA pour financer les cadres de concertation entre les différents intervenants (OPP, CeRPA, CeCPA, URA, etc) afin d'harmoniser les approches d'intervention	Coord, RAF	Continu	
	Faire aboutir le financement de la BOAD et mettre l'accent sur les investissements prévus	FIDA, Coord. RAF, R/IR	Continu	
	Accélérer la réalisation des enquêtes prévues en vue de disposer du Cadre de référence du PACER	CSE, Coord.	Mars 2013	
	Mettre à jour le Manuel technique de suivi-évaluation et élaborer une Matrice de suivi-évaluation du PACER	CSE	Janvier 2013	
	Faire la revue des outils en place de collecte et d'analyse de données et assurer leur mise à jour de façon participative	CSE	Janvier 2013	
	Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans les activités de suivi-évaluation du Projet notamment en gestion axée sur les résultats et sur la méthodologie et les techniques de collecte et d'analyses de données	CSE, Coord.	Janvier 2013	
	Exploiter la Base de données informatisée (Système intégré de suivi-évaluation axé sur les résultats du secteur agricole / SISEAR-SA) mise en place par le MAEP pour les projets en y faisant des aménagements pour la gestion des informations spécifiques	CSE, Coord	Continu	

	du PACER et en opérationnalisant l'accès Web			
	Organiser des visites de terrain périodiques pour le RSE et l'A/RSE pour tester la fiabilité des données transmises dans les rapports et fiches de collecte avec les données in situ	CSE, Coord	Continu	
	Rendre systématique le renforcement de capacités des divers bénéficiaires d'équipement du projet	ADF, RAF, Coord	Continu	
	- Communiquer de toute urgence la liste des membres de l'Association à la DPLR, de même que la feuille de route mise à jour ; - Appuyer/accompagner l'ANASEB pour la tenue effective de l'AG d'ici la fin de l'année 2012 ; - Elaborer un programme d'activités pour l'année 2013	AnaSeB UCP/AnaSeB AnaSeB	Urgent Décembre 2012 Décembre 2012	
<b>EVALUATION DE LA TRANSITION DES ACTIVITES ELIGIBLES DU PADER SOUS LE PACER</b>				
	<b>COMPOSANTE «ACCES AU FINANCEMENT RURAL»</b>			
	Actualiser le dossier de demande d'agrément et le transmettre au Ministère de l'Economie et de Finance (MEF) suivant les directives de la nouvelle loi régissant le secteur de la micro finance dans l'espace UEMOA	FR, UCP, Consultant	Fin mars 2013	
	Exécuter diligemment les activités pré requises avant le démarrage du projet de Finance Rurale	FR, PF, RAF	Continu	
	<b>COMPOSANTE « APPUI AUX INSTITUTIONS DE BASE</b>			
	Démarrer l'alphabétisation dans les 20 nouveaux villages du PACER	ADF	Novembre 2012	
<b>DURABILITE</b>				
	Faire élaborer un plan de gestion environnementale et social (PGES) pour le PACER	ADF, IR, Coord.	Novembre 2012	
	Veiller à la mise en œuvre des mesures d'atténuation des impacts négatifs sur l'environnement telles que prévues dans le Rapport de pré-évaluation	ADF, IR, CSE, Coord.	Continu	
<b>ASPECTS FIDUCIAIRES</b>				
	Paramétrage du logiciel pour saisir le COSTAB	RAF/ Comptable / Fournisseur	30/06/2013	
	Mise à jour de l'inventaire	RAF/ Comptables	31/12/2012	
	Envoyer une DRF pour l'augmentation du compte spécial à un montant équivalent FCFA de 1,400,000 USD	RAF/ Comptable	31/12/2012	
	Suivi avec les autres partenaires pour la mobilisation de leur financement	UCP	Immédiate	
	Accélérer la soumission des DRF et les envoyer dès que le montant minimum est atteint	RAF/ Comptable	Immédiate	
	Accélérer le traitement de demande des ANO et des DRF	FIDA	Permanent	
	Accélérer les procédures de passation des marchés	Gouvernement	Permanent	
	Améliorer la planification de la passation des marchés afin d'anticiper l'obtention de l'ANO et la finalisation des procédures au niveau gouvernemental	UCP	Immédiate	

	Améliorer la préparation du PTBA de sorte qu'il soit plus réaliste que celui des années passées, que les dépenses soient budgétisées en tenant compte des prévisions du plan de passation des marchés et que dans la planification la priorité soit donnée aux activités qui vont permettre au projet d'accélérer le décaissement	UCP	Immédiate	
	Soumettre le PTBA de 2013	UCP	Immédiate	
	Recruter le responsable de la passation des marchés	UCP	30/03/2013	
	Améliorer le système d'archivage et d'organisation de la documentation de la passation des marchés	Responsable de passation des marchés	30/03/2013	
	Soumission des états financiers 2012	RAF/ Comptable	31/03/2013	
	Soumission du rapport d'audit 2012	RAF/ Comptable	30/06/2013	



### Appendice 3: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

**Tableau 3A Exécution des obligations de financement par source de financement (au 30/09/2012)**

Source de financement	Approuvé (USD '000)	Effectif (USD '000)	Décaissements (USD '000)	Décaissement en %
Prêt et Don FIDA	17,924	17,924	2,643	14.74%
BOAD	9,060	9,060	-	0%
PNUD	3,040	3,040	-	0%
FAO	500	500	-	0%
Gouvernement	4,388	4,388	149	3.4%
Bénéficiaires	2,931	2,931	3	0.09%
IF Locales	9,937	9,937	6	0.06%
<b>Total</b>	<b>47,780</b>	<b>47,780</b>	<b>2,800</b>	<b>5.86%</b>

\* au 30 Sept 2012 jusqu'à DRF 19. 1\$ USD=505,05 pour les DRF 10 à 19

#### Exécution des obligations de financement par composante (Dépensé en USD '000 au 30/09/2012\*)

Tableau 3B	Prêt et Don FIDA			Gouvernement			BOAD			PNUD			FAO			Bénéficiaires			I F locales			Total		
	Alloué	Décaissé	%	Alloué	Décaissé	%	Alloué	Déc.	%	Alloué	Déc.	%	Alloué	Déc.	%	Alloué	Déc.	%	Alloué	Décaissé	%	Alloué	Décaissé	%
<b>Composantes</b>																								
A. Appui au développement des filières (ADF)	11,605	991	9%	1,414	36	3%				2,950	-	0%	500	-	0%	2,498	3	0%	9,937	6	0%	28,904	1,036	4%
B. Infrastructures rurales (IR)	3,943	211	5%	2,403		0%	9,060	-	0%		-					433						15,839	211	1%
C. Coordination et partenariats stratégiques	2,376	741	31%	571	113	20%				90	-	0%										3,037	853	28%
Dépenses en cours d'affectation (DRF 1)		700									-											-	700	
<b>TOTAL</b>	<b>17,924</b>	<b>2,643</b>	<b>14.74%</b>	<b>4,388</b>	<b>149</b>	<b>3.40%</b>	<b>9,060</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>3,040</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>500</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>2,931</b>	<b>3</b>	<b>0.09%</b>	<b>9,937</b>	<b>6</b>	<b>0.06%</b>	<b>47,780</b>	<b>2,800.340</b>	<b>5.86%</b>

\* au 30 Septembre 2012 jusqu'à DRF 19. 1\$ USD=505,05 pour les DRF 10 à 19

La situation ci dessous ne comprend pas les DRF/DPD en cours de préparation

Décaissements du prêt 774-BJ du FIDA (en DTS)

Tableau 3C

Cat.	Description	Montant	Montant	Décaissements*	Solde	%	DRF/DPD en	DRF/DPD en	Engagements	Total	%
		Initial	Réalloué				instance au	cours de		décaissements	
		Alloqué					FIDA**	préparation***	****	+ engagement	
I a	Infrastructures Amenagements Bas Fonds	600 000	600 000	-	600 000	0.0%	8 958	-	54 987	63 945	10.7%
I b	Infrastructures de Marchés	590 000	590 000	12 421	577 579	2.1%	-	9 743	-	22 165	3.8%
II	Moyens de Transport	80 000	80 000	53 530	26 470	66.9%	-	-	-	53 530	66.9%
III	Matériels et Equipements	10 000	10 000	11 976	(1 976)	119.8%	-	-	-	11 976	119.8%
IV	Fonds d'Appui aux Filières	2 295 000	2 295 000	22 049	2 272 951	1.0%	2 015	1 389	-	25 453	1.1%
V	Etudes, formations et Assistance technique	625 000	625 000	48 482	576 518	7.8%	17 313	17 466	31 078	114 339	18.3%
VI	Contrats de prestations de services	620 000	620 000	248 013	371 987	40.0%	5 944	6 569	330 372	590 899	95.3%
VII	Salaires	440 000	440 000	95 907	344 093	21.8%	19 755	17 436	-	133 097	30.2%
VIII	Entretien et fonctionnement	140 000	140 000	40 768	99 232	29.1%	3 648	3 857	-	48 273	34.5%
99	Non alloué	600 000	600 000	-	600 000	0.0%	-	-	-	-	0.0%
	Dépôt Initial			222 687	(222 687)				222 687	222 687	
<b>TOTAL</b>		<b>6 000 000</b>	<b>6 000 000</b>	<b>755 834</b>	<b>5 244 166</b>	<b>12.60%</b>	<b>57 632</b>	<b>56 460</b>	<b>639 125</b>	<b>1 286 363</b>	<b>21.44%</b>

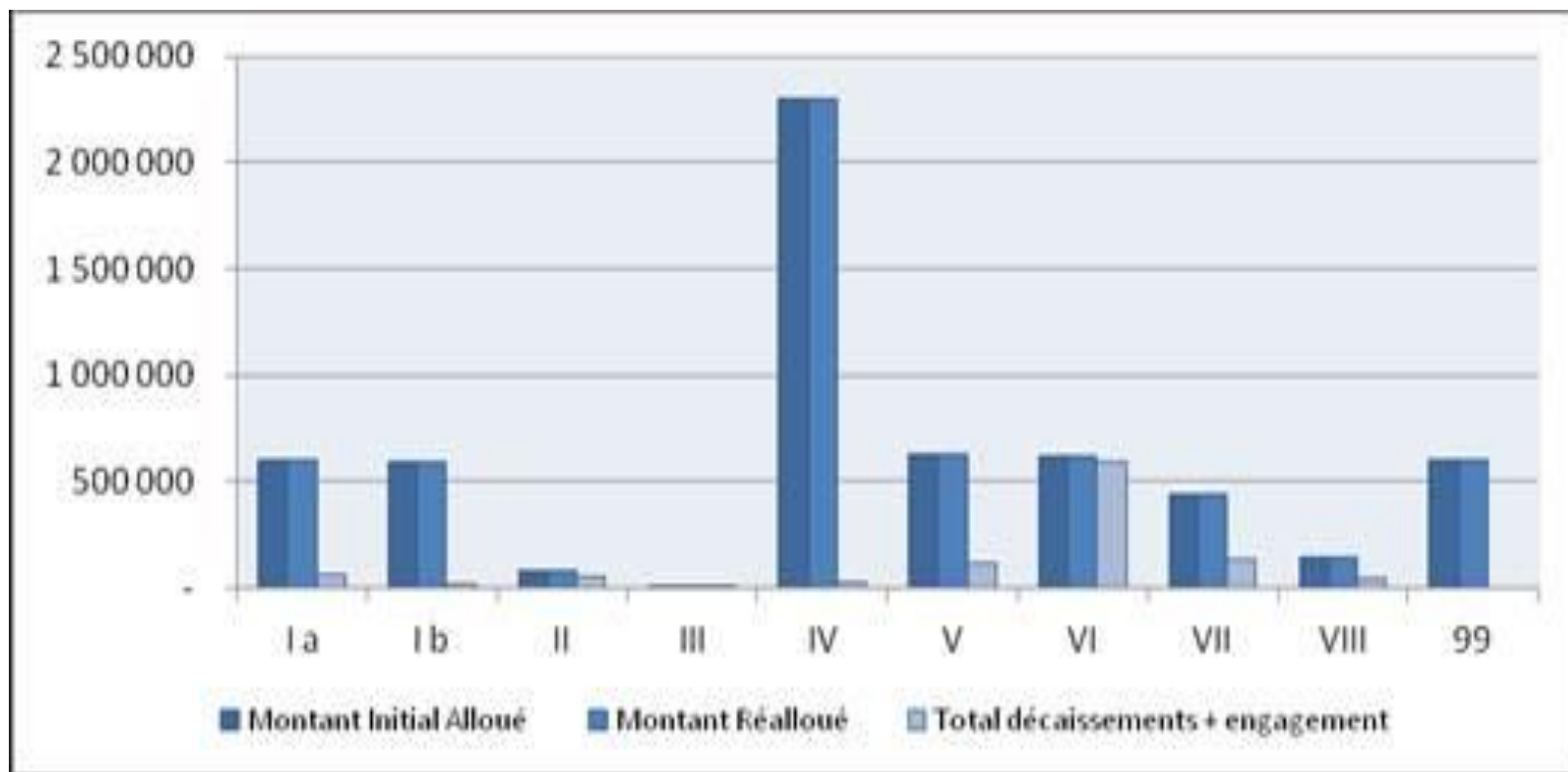
\*Jusqu'à DRF 17

\*\*DRF 18: Taux de change 1DTS=776,1020 FCFA=1,549350 \$USD et 1\$ USD=500,9210 FCFA.

\*\*\* DRF 20 et DPD 19: Taux de change 1DTS=776,1020 FCFA=1,549350 \$USD et 1\$ USD=500,9210 FCFA.

\*\*\*\* Contrats du second semestre avec les 4 consortium des ong (Anfani, Coda, Codnorb et Co-sacio) plus le reste a réglé dans tous les contrat signés. Taux de change 1DTS=776,1020

Tableau 3D



## Appendice 4: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objective / Date prévue	État d'avancement / Date	Observations
<b>Section 2.03 Compte Special</b>	L'Emprunteur ouvre et tien, pour le financement du projet, un compte spécial du pret et du don en FCFA auprès de BCEAO	2010	Respecté	
<b>Section 3.02 c) Programmes de travail et Budget Annuels</b>	Le PTBA sera soumis au Fonds pour commentaires et approbation	30 jours au plus tard avant le commencement de l'année du Projet	Le PTBA du 2013 est en cours de préparation	Une première version a déjà été préparée et discutée
<b>Section 4.02 Rapports d'activités</b>	L'Agent principal du projet soumet au Fonds des rapports d'activités sur l'exécutions du projet, prévus à la Section 8.02 (Rapports d'activités) des Conditions générales, dans les trois mois suivant la fin de chaque période d'exécution du projet de six mo	Dans les trois mois après chaque semestre	Respecté pour le premier semestre du 2012	Les données financières sont à compléter dans le dernier rapport semestrielle
<b>Section 4.05 Rapport d'achèvement</b>	L'Agent principal du projet soumet au Fonds, dans un délai raisonnable et au plus tard dans les six mois suivant la date d'achèvement du projet, le rapport d'achèvement du projet prévu à la Section 8.04 des Conditions Générales	30/06/2017		Pas encore dû
<b>Section 5.01 Etats financiers</b>	L'UCP prépare chaque année fiscale les états financiers consolidés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au Projet prévus à la Section 9.02 (Etats financiers) des Conditions générales	Dans les trois mois suivant la fin de chaque année fiscale	Respecté	
<b>Section 5.02 Rapports d'Audits</b>	L'emprunteur présente une copie certifiée du Rapport d'Audit.	Six mois suivant la fin de l'année fiscale	Respecté pour l'année fiscale 2011	

## Appendice 5 : Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composantes			Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalisations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2012	Cumulées au 30/09/12	Réalisations physiques 2012	% RPE ajusté	% PTBA 2012	
PACER	Indicateur	Unité								
Composante 1 : Appui au développement des filières										
Sous-composante 1 : Fonds d'appui aux filières agricoles	Nombre d'institutions financières sélectionnées	IF	5	5	0	4	0	80	0	
	Nombre de sessions de formation spécifique au profit des SAE	Session	2	2	1	0	0	0	0	
	Nombre de sessions de formation en Rural Invest	Session	2	2	1	0	0	0	0	
	Nombre de missions d'appui assurance qualité Rural Invest	Mission	2	2	0	0	0	0	0	
	Nombre de sessions des comités d'approbation	Session	64	64	16	6	6	9	38	
	Nombre de micro-projets examiné pour hommes	Micro-projets			40	88	88	0		
	Nombre de micro-projets examiné pour femmes	Micro-projets			20	10	10	0		
	Nombre de micro-projets examiné pour groupements	Micro-projets			70	133	133	0		
	Nombre d'ateliers d'auto-évaluation annuelle du fonds d'appui aux filières	Atelier	2	2	1	0	0	0	0	
	Nombre d'audit annuel du portefeuille du fonds d'appui aux filières	Audit	5	5	1	0	0	0	0	
	Contribution du PACER au guichet A	F CFA	2 501 782 000	2 501 782 000	127 162 000	0	0	0	0	
	Contribution des bénéficiaires au guichet A	F CFA	889 207 000	889 207 000	93 816 750	0	0	0	0	

Composantes	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2012	Cumulées au 30/09/12	Réalisations physiques 2012	% RPE ajusté	% PTBA 2012	
PACER	Contribution des IMF au guichet A	F CFA	3 309 535 000	3 309 535 000	33 345 250	0	5 502 250	0	17	
	Nombre d'unités de transformation de jus d'ananas financées par le guichet A	MPE	50	50	0	0	3	0	0	
	Nombre d'unités de séchage d'ananas financées par le guichet A	MPE	25	25	0	0	0	0	0	
	Nombre de groupements féminins d'ananas financés par le guichet A	GF	25	25	0	0	0	0	0	
	Nombre d'unités traditionnelles de jeunes d'ananas financées par le guichet A	GJ	25	25	0	0	0	0	0	
	Nombre d'unités de séchage de fruits et légumes financées par le guichet A	MPE	25	25	0	0	0	0	0	
	Nombre d'unités de production de gari financées par le guichet A	MPE	100	100	0	3	0	3	0	
	Nombre de groupements féminins producteurs de gari financés par le guichet A	GF	40	40	0	0	0	0	0	
	Nombre de groupements de jeunes producteurs de gari financés par le guichet A	GJ	10	10	0	0	0	0	0	
	Nombre d'unités de production de farine financées par le guichet A	MPE	100	100	0	0	0	0	0	
	Nombre de groupements féminins de farine financés par le guichet A	GF	50	50	0	0	0	0	0	
	Nombre d'unités de transformation artisanale du riz financées par le guichet A	MER	25	25	0	0	0	0	0	
	Nombre d'unités de transformation semi-industrielle	MPE	125	125	0	0	0	0	0	

Composantes	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalisations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2012	Cumulées au 30/09/12	Réalisations physiques 2012	% RPE ajusté	% PTBA 2012	
PACER	du riz financées par le guichet A									
	Nombre d'unités de transformation semi-industrielle féminines du riz financées par le guichet A	GF	10	10	0	0	0	0	0	
	Nombre d'unités de transformation semi-industrielle (jeunes) du riz financées par le guichet A	GJ	15	15	0	0	0	0	0	
	Montant alloué aux unités de transformation de jus d'ananas financées par le guichet A	F CFA	2 400 000 000	2 400 000 000	0	0	0	0	0	
	Montant alloué aux unités de séchage d'ananas financées par le guichet A	F CFA	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	0	
	Montant alloués aux groupements féminins d'ananas financés par le guichet A	F CFA	387 500 000	387 500 000	0	0	0	0	0	
	Montant alloué aux unités traditionnelles de jeunes d'ananas financées par le guichet A	F CFA	387 500 000	387 500 000	0	0	0	0	0	
	Montant alloué aux unités de séchage de fruits et légumes financées par le guichet A	F CFA	70 000 000	70 000 000	0	0	0	0	0	
	Montant alloué aux unités de production de gari financées par le guichet A	F CFA	700 000 000	700 000 000	0	0	0	0	0	
	Montant alloué aux groupements féminins producteurs de gari financés par le guichet A	FCFA	96 290 000	96 290 000	0	0	0	0	0	
	Montant alloué aux groupements de jeunes producteurs de gari financés par le guichet A	FCFA	56 860 000	56 860 000	0	0	0	0	0	
	Montant alloué aux unités de production de farine financées par le guichet A	FCFA	865 000 000	865 000 000	0	0	0	0	0	
	Montant alloué aux groupements féminins de	F CFA	166 375	166 375	0	0	0	0	0	

Composantes	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2012	Cumulées au 30/09/12	Réalisations physiques 2012	% RPE ajusté	% PTBA 2012	
PACER	production de farine financées par le guichet A		000	000						
	Montant alloué aux unités de transformation artisanale du riz financées par le guichet A	F CFA	25 000 000	25 000 000	0	0	0	0	0	
	Montant alloué aux unités de transformation semi-industrielle du riz financées par le guichet A	F CFA	860 000 000	946 000 000	0	0	0	0	0	
	Montant alloué aux groupements féminins de transformation semi-industrielle du riz financées par le guichet A		8 600 000	8 600 000	0	0	0	0	0	
	Contribution du PACER au guichet B	F CFA	890 000 000	890 000 000	0	0	0	0	0	
	Contribution des bénéficiaires au guichet B	F CFA	222 500 000	222 500 000	0	0	0	0	0	
	Contribution des IMF au guichet B	F CFA	1 112 500 000	1 112 500 000	0	0	0	0	0	
Sous-composante 2 : Appui à la professionnalisation des acteurs	Nombre d'enquêtes diagnostic des MPE et des SAE	Etude	2	2	2	0	0	0	0	
	Nombre d'ateliers régionaux d'information sur le PACER	Nombre	3	3	3	3	3	100	100	
	Nombre de formateurs SAE formé en module CREE	Personne	19	19	0	18	18	95	0	
	Nombre de formateurs SAE formé en module GERME	Personne	19	19	0	18	18	95	0	
	Nombre de MPE ayant reçu une formation générale en CREE et GERME	MPE	600	600	90	0	0	0	0	
	Nombre de MPE ayant reçu une formation spécialisé en CREE et GERME	MPE	600	600	0	0	0	0	0	
	Nombre de MPE suivi et accompagné	MPE	600	600	0	0	0	0	0	



Composantes	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2012	Cumulées au 30/09/12	Réalisations physiques 2012	% RPE ajusté	% PTBA 2012	
PACER	Nombre de MPE ayant reçu une formation NORMES ET QUALITE	MPE	600	600	0	0	0	0	0	
	Nombre de visites d'échange effectué entre les MPE	Visite	20	20	5	0	0	0	0	
	Nombre de visites d'échange effectué entre les groupements AGR	Visite	20	20	5	0	0	0	0	
	Nombre de voyage d'études effectué par les MPE	Voyage	4	4	0	0	0	0	0	
	Nombre de voyage d'études effectué par les groupements AGR	Voyage	1	1	0	0	0	0	0	
	Nombre de séminaires et ateliers tenus au profit des Unions Communales	Atelier	30	30	3	0	0	0	0	
	Nombre de sessions de formation des semenciers maraîchers	Atelier	1	1	1	1	1	100	100	
	Nombre de personnes formées sur les semences maraîchères	Hommes	32	32	32	32	32	100	100	
	Nombre de personnes formées sur les semences maraîchères	Femmes	28	28	28	28	28	100	100	
	Nombre de participation aux foires et expositions	Participation	6	6	2	1	1	17	50	
	Nombre de formation initiale au profit des TS et CA	formations	6	6	6	0	0	0	0	
	Nombre de sessions annuelles de recyclages des TS et CA	sessions	18	18	0	0	0	0	0	
	Nombre de formation initiale au profit des formateurs endogènes	formations	30	30	0	0	0	0	0	
	Nombre de sessions annuelles au profit des	session	30	30	0	0	0	0	0	

Composantes	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2012	Cumulées au 30/09/12	Réalisations physiques 2012	% RPE ajusté	% PTBA 2012	
PACER	formateurs endogènes									
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 1								11	23	
Composante 2 : Infrastructures rurales										
	Nombre de km de pistes réalisées	Km	250	250	0	0	0	0		
	Superficie de bas-fonds aménagé	Ha	420	420	93	0	0	0		
	Superficie d'infrastructures de soutien à la mise en marché réalisée	m2	7500	7 500	1830	69,34	69,34	0,92	3,79	
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 2								0,92	3,79	
Composante 3 : Coordination et partenariats stratégiques										
	Audit des comptes	Mission	6	6	1	1	1	33,33	100	
	Mission de supervision	Mission	12	12	2	5	2	33,33	100	
	Manuel des procédures administratives, financières et comptables	Manuel	1	1	1	1	1	100	100	
	Manuel des opérations techniques	Manuel	1	1	1	1	0	100	0	
	Système de suivi-évaluation	Système	1	1	1	0	0	0	0	
	Mission d'évaluation a mi-parcours	mission	1	1	0	0	0	0		
	Mission d'évaluation finale	mission	1	1	0	0	0	0		
	Partenariats stratégiques noués	Nombre	nd	20	0	0	0	0		
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 3								33,33	60	

Composantes			Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalisations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2012	Cumulées au 30/09/12	Réalisations physiques 2012	% RPE ajusté	% PTBA 2012	
PACER	Indicateur	Unité								
TAUX D'EXECUTION GLOBAL								15,11	28,90	

Appendice 6 : Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

## CADRE LOGIQUE

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
<b>OBJECTIF GENERAL</b>			
Contribuer à la mise en place des conditions nécessaires à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation du revenu moyen des ménages dans les villages encadrés de 5 % d'ici à 2015</li> <li>- Diminution du taux d'insuffisance pondérale (Poids par âge) des enfants de zéro à cinq ans de 3 points d'ici 2015</li> <li>- Diminution du taux de malnutrition aigüe (Poids par taille) des enfants de zéro à cinq ans de 3 points d'ici 2015</li> <li>- Amélioration du taux d'alphabétisation par genre (sexe) dans les villages encadrés de 5 points d'ici 2015</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquêtes de référence du PADER dans les villages retenus par le PACER</li> <li>- Enquêtes d'impact dans les villages pour les AGR et sur un échantillon représentatif de MPE et MER</li> <li>- Etudes et enquêtes du SCRP</li> </ul>	Le gouvernement accorde la priorité au PACER dans le cadre de la SCRP3 et du PAP 2011-2015 et de la politique d'appui à l'emploi des jeunes
<b>OBJECTIFS SPECIFIQUES</b>			
1- Appuyer le développement des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles intervenant dans le cadre des filières retenues et contribuant à la croissance économique en milieu rural ( <u>O.S. en rapport avec la sous-composante 1</u> )	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le chiffre d'affaires moyen des 400 MPE promues s'est accru de 25 % à la fin du projet.</li> <li>- Le taux de rentabilité moyen des 400 MPE promues a augmenté de 10%</li> <li>- 1600 d'emplois directs créés par les MPE</li> <li>- 240 conventions d'appui signées entre les MPE et prestataires de service</li> <li>- Le chiffre d'affaires moyen des 200 AGR promues s'est accru</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de l'enquête de référence du projet</li> <li>- Rapport du diagnostic préliminaire pour l'évaluation de l'offre et de la demande de services</li> <li>- Rapports d'évaluation à mi parcours</li> <li>- Rapport de l'étude d'impact</li> <li>- Rapports d'activités du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le climat macro-économique n'est pas défavorable au développement des MPE rurales.</li> <li>- La réglementation des</li> </ul>

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
	<p>de 25 % à la fin du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux de rentabilité moyen des 200 AGR promues a augmenté de 10%</li> <li>- 60 MPE ont reçu pour leurs produits des certifications des structures habilitées</li> <li>- 40 MPE au moins ont signé des contrats commerciaux avec les industries alimentaires nationales</li> <li>- 200 MPE continuent de produire des biens/services.</li> <li>- 200 MPE produisent régulièrement des résultats positifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Données statistiques (CCIB ; ADex, etc.)</li> <li>- Données statistiques de l'INSAE</li> <li>- Rapports de la cellule de SE du MAEP</li> <li>- Etats financiers des MPE</li> <li>- Rapports des Unions Interprofessionnelles des filières</li> <li>- Rapports des contrôles effectués par la DANA et DPQC</li> </ul>	<p>marchés internationaux continue de freiner les exportations</p>
<p>2- Appuyer les MPE dans le développement de leurs organisations professionnelles à la base et dans l'amélioration de leurs capacités (<u>O.S. en rapport avec la sous-composante 2</u>)</p> <p>-</p> <p>-</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de MPE sont membres des faïtières des organisations professionnelles</li> <li>- 25% de représentation des femmes dans les organes de décision des OP</li> <li>- 25% de représentation des jeunes dans les organes de décision des OP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'évaluation à mi parcours</li> <li>- Rapport de l'étude d'impact</li> <li>- Rapports de supervision</li> <li>- Rapports et bilans d'activités du Programme</li> <li>- Rapports des IMF impliquées</li> <li>- Rapports de la Cellule de Micro finance du MMEJF</li> <li>- Rapports de suivi évaluation du PACER</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le système financier réagit trop lentement aux sollicitations du Programme et l'évolution dans l'octroi des crédits MT reste mitigée</li> </ul>

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
3- Faciliter l'accès à des infrastructures d'appui à la production et à la mise en marché.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Superficies aménagées et effectivement exploitées à la fin du projet se sont accrues de 10% dans la zone d'intervention.</li> <li>- Nombre de producteurs exploitant les bas fonds aménagés a augmenté de 10% dans les zones d'intervention</li> <li>- Le niveau de réduction des coûts de transport dans les zones désenclavées</li> <li>- Nombre d'emplois créés pour l'entretien des pistes</li> <li>- Le Nombre d'infrastructures marchandes en service à la fin du projet a augmenté de 3% dans les zones d'intervention.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport à mi parcours</li> <li>- Rapport de l'enquête d'impact</li> <li>- Rapports de supervision</li> <li>- Rapports périodiques du projet</li> <li>- Rapport des Unions régionales et nationales des OP</li> <li>- Rapport de la cellule de SE du MAEP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les questions foncières ne constituent pas une entrave à la réalisation des investissements.</li> </ul>
4- S'assurer que l'appartenance du PACER au programme cadre PADER lui apporte une plus value notamment en matière de management et que le partenariat stratégique avec les autres institutions est bien entretenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le dispositif de gestion intégré du PACER et du PADER est fonctionnel</li> <li>- Les comités de pilotage communs aux deux projets sont fonctionnels</li> <li>- La planification opérationnelle du projet est exécutée à 75% au moins d'ici 2015.</li> <li>- Le taux de consommation des ressources financières du PACER est supérieur à 80% d'ici la fin du projet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports et bilans annuels</li> <li>- Rapport de mi parcours</li> <li>- Enquêtes de référence et d'impact</li> <li>- PV des Comités de pilotage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les textes consacrant l'intégration des deux projets PADER et PACER sont pris par le gouvernement</li> </ul>
<b>RESULTATS</b>			
<b>COMPOSANTE APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES</b>			
<b>Sous-composante 1 : FONDS D'APPUI AUX FILIERES</b>			
<b>R1.1.</b> Les MPE rurales ont accès au soutien financier du Fonds	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 60% des MPE sélectionnés ont bénéficié de l'appui financier du Fonds d'ici la fin du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de suivi (cellule S&amp;E)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La structuration des organisations professionnelles à la</li> </ul>

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
d'Appui aux filières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le fonds d'appui aux filières est exécuté à 80% au moins à fin 2015</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports périodiques du projet</li> <li>- Rapport à mi parcours</li> <li>- Enquêtes auprès d'échantillons de MPE</li> <li>- Rapports de suivi de la DPP/ MAEP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- base est soutenue par les responsables actuels des faïtières et donne une nouvelle dynamique à l'organisation de la profession à la base</li> <li>- Les aléas climatiques ont érodé la rentabilité des activités des MPE rurales</li> </ul>
<b>R1.2.</b> Les MPE rurales ont accès aux ressources de moyen et long termes mobilisées et sécurisées grâce au partenariat entre le Fonds d'appui, le FNM, les ASF et autres IMF/IF	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les IF/IMF ont participé au mécanisme de financement à hauteur de 70% des besoins de financement des promoteurs à la fin du PACER</li> <li>- Au moins 80% des promoteurs de microprojets ont satisfait leurs besoins de financement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de suivi (cellule S&amp;E)</li> <li>- Rapports périodiques du projet</li> <li>- Rapport à mi parcours</li> <li>- Enquêtes auprès d'échantillons de MPE</li> <li>- Rapports de suivi de la DPP/ MAEP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La structuration des organisations professionnelles à la base est soutenue par les responsables actuels des faïtières et donne une nouvelle dynamique à l'organisation de la profession à la base</li> <li>- Les aléas climatiques ont érodé la rentabilité des activités des MPE rurales</li> </ul>
<b>R1.3.</b> Le partenariat public privé est dynamisé en vue de la promotion des 4 filières principales et d'une nouvelle filière	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Au moins une action concrète est menée conjointement par les secteurs public et privé par an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de l'étude diagnostic des filières</li> <li>- Rapports de suivi (cellule S&amp;E)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La structuration des organisations professionnelles à la base est soutenue par</li> </ul>

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
émergente	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 nouvelle filière au moins est appuyée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports périodiques du projet</li> <li>- Rapport à mi-parcours</li> <li>- Enquêtes auprès d'échantillons de MPE</li> <li>- Rapports de suivi de la DPP/ MAEP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les responsables actuels des faïtières et donne une nouvelle dynamique à l'organisation de la profession à la base</li> <li>- Les aléas climatiques ont érodé la rentabilité des activités des MPE rurales</li> </ul>
<b>Sous composante 2 : APPUI A LA PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS</b>			
<b>R1.4.</b> Les organisations professionnelles et les IF œuvrant dans les filières promues sont créées et/ou renforcées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les OP des producteurs, des transformateurs et des commerçants des 4 filières sont bien structurées</li> <li>- 75% au moins des OP sont fonctionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de suivi (cellule S&amp;E)</li> <li>- Rapports périodiques du projet</li> <li>- Rapport à mi parcours</li> <li>- Enquêtes auprès d'échantillons d'OP et d'IF</li> <li>- Rapports de suivi de la DPP/ MAEP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La structuration des organisations professionnelles à la base est soutenue par les responsables actuels des faïtières et donne une nouvelle dynamique à l'organisation de la profession à la base</li> <li>- L'Etat assure la mise en place des intrants aux producteurs</li> </ul>



Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
<b>R.1.5</b> : Les capacités des organisations professionnelles et des IF œuvrant dans les filières promues sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le mécanisme d'accès aux intrants est bien géré par les OP à la fin du PACER</li> <li>- Des services d'appui de qualité sont rendus aux entreprises agricoles des 4 filières par les OP d'ici la fin du PACER</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquêtes auprès d'échantillons d'OP et d'entreprises agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La structuration des organisations professionnelles à la base est soutenue par les responsables actuels des faitières et donne une nouvelle dynamique à l'organisation de la profession à la base</li> <li>- L'Etat assure la mise en place des intrants aux producteurs</li> </ul>
<b>COMPOSANTE INFRASTRUCTURE RURALE</b>			
<b>R 2.1</b> - Les zones à haut potentiel productif sont désenclavées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 250 Km de pistes rurales réalisées à la fin du programme et fonctionnelle après 05 ans.</li> <li>• Les frais de transport sont réduits de 10% suite à une meilleure fréquentation des pistes aménagées</li> <li>• 10 000 h/jrs de travaux d'entretien des pistes sont créés par an</li> <li>• 50 emplois permanents sont créés pour la gestion des barrières de pluies érigées par la mairie sur les pistes aménagées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bilans d'activité annuels</li> <li>- Rapports de supervision</li> <li>- Dossiers d'études de faisabilité de projets</li> <li>- Contrats signés et exécutés</li> <li>- Rapport à mi parcours</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les fonds du bailleur sont disponibles dans les délais pour la mise en œuvre Les débouchés pour les productions envisagées existent et les prix de vente sont rémunérateurs</li> </ul>
<b>R 2.2</b> - Le potentiel productif irrigable est aménagé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 420 ha de bas-fonds aménagés à la fin du programme et fonctionnelle après 03 ans</li> <li>• 1640 producteurs exploitent les bas-fonds aménagés</li> </ul>		

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
<b>R 2.3</b> - Des infrastructures de collecte primaire, de stockage, de transformation et de mise en marché sont réalisées et sont fonctionnelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>7500 m2 d'infrastructures marchandes mises en place à la fin du programme et fonctionnelles après 05 ans</li> </ul>		
<b>COMPOSANTE COORDINATION ET GESTION DU PARTENARIAT STRATEGIQUE</b>			
<b>UCP</b> <b>R 3.1</b> L'intégration du PACER dans le programme cadre PADER a été effectuée dans de bonnes conditions et les programmes sont mis en œuvre de manière efficace et synergique.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux d'exécution d'au moins 75% par PTBA.</li> <li>Les PTBA des deux projets et le PTBA consolidé sont établis à temps et correctement.</li> <li>Le comité national de pilotage approuve les rapports et les comptes annuels des deux projets et ceux consolidés.</li> <li>Le système de suivi-évaluation est opérationnel, intégré dans le système national et relié avec le système de suivi-évaluation du MAEP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports financiers.</li> <li>Rapports annuels.</li> <li>PV du Comité national de pilotage.</li> <li>PTBA</li> <li>Rapports de supervision et d'audit</li> <li>Rapports de suivi-évaluation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les fonds de contrepartie du gouvernement sont disponibles selon le budget prévu.</li> </ul>
<b>R 3.2</b> Le programme cadre PADER est doté d'une UCP fonctionnelle et efficace.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le programme est géré avec efficacité et efficience jusqu'à terme sans blocage</li> <li>Les états financiers annuels sont produits à bonnes dates.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport d'achèvement.</li> <li>Rapports de supervision.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les fonds de contrepartie du gouvernement sont disponibles selon le budget prévu.</li> </ul>
<b>R 3.3</b> La mobilisation régulière des ressources est assurée.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le taux de consommation du crédit est supérieur à 95% d'ici 2015.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etats financiers du programme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les fonds de contrepartie du gouvernement sont disponibles selon le budget prévu.</li> </ul>
<b>URA</b> <b>R 3.4</b> Les activités du programme au niveau régional sont planifiées et évaluées de façon participative.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les PTBA régionaux sont élaborés.</li> <li>Les bilans d'activités régionaux sont réalisés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Document du PTBA.</li> <li>Rapport d'activités annuel.</li> </ul>	

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
<b>R 3.5</b> Le PACER s'insère dans les cadres de concertation existant au niveau régional.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les activités du programme sont exécutées en synergie avec les autres intervenants au niveau régional.</li> <li>Les textes portant création, attribution et fonctionnement des cadres de concertation existent.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Différents textes.</li> <li>Rapports d'activités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le mécanisme de remboursement des DRF par les bailleurs fonctionne bien</li> </ul>
<b>R 3.6</b> Le suivi de proximité est assuré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux d'exécution physique des activités du programme au niveau régional.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de suivi évaluation.</li> <li>Rapports d'activités.</li> </ul>	
<p><b><u>Suivi Evaluation et étude d'impact</u></b></p> <p><b>R 3.7</b> Le processus d'élaboration du PTBA est respecté.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les différents acteurs concernés ont pris part à toutes les étapes du processus d'élaboration des PTBA.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les divers rapports.</li> <li>Enquêtes.</li> </ul>	
<b>R 3.8</b> Le système de suivi-évaluation intégrant le PACER est rendu fonctionnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un manuel de SE intégrant les activités du PACER est disponible</li> <li>Quatre rapports sont produits par an</li> <li>Un site WEB est élaboré pour le programme cadre et mis à jour régulièrement</li> <li>Un film documentaire sur le programme cadre est produit tous les deux ans</li> <li>Un journal d'information sur le programme cadre est créé avec une parution annuelle</li> <li>Des émissions radiodiffusées sont réalisées</li> <li>Un plan de capitalisation est disponible</li> <li>Une action de capitalisation est réalisée par an.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de suivi évaluation.</li> <li>Rapports d'activités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les fonds de contrepartie du gouvernement sont disponibles selon le budget prévu.</li> <li>Le mécanisme de remboursement des DRF par les bailleurs fonctionne bien</li> </ul>

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
<p><b><u>Gestion du partenariat stratégique</u></b></p> <p><b>R 3.9</b> Une complémentarité/synergie des actions entre programme et les partenaires stratégiques est assurée</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des réalisations communes et complémentaires sont visibles sur le terrain dès fin 2012.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports.</li> <li>Enquêtes.</li> </ul>	

ACTIVITÉS	COÛTS (000 F CFA)
COMPOSANTE APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES	
Sous-composante 1 : FONDS D'APPUI AUX FILIERES	
R.1.1 : Les MPE rurales ont accès au soutien financier du Fonds d'Appui aux filières	9 069 650
A 1.1.1 Appuyer la mise en place du fonds (guichet A et guichet B)	
A 1.1.2 Sélectionner et former les IMF/IF partenaires	
A 1.1.3 Mettre en place les comités d'approbation et d'audit des projets	
R.1.2: Les MPE rurales ont accès aux ressources de moyen et long termes mobilisées et sécurisées grâce au partenariat entre le Fonds d'appui, le FNM, les ASF et autres IMF/IF.	
A 1.2.1 Etablir des contrats d'exécution entre le fonds, les bénéficiaires et les IF	
A 1.2.2 Suivre la mise en place des crédits aux MPE par les IF	
A 1.2.3 Suivre la gestion des crédits par les MPE	
R.1.3 : Le partenariat public privé est dynamisé en vue de la promotion des 4 filières principales et d'une nouvelle filière émergente	
A 1.3.1 Identifier une nouvelle filière émergente	
A 1.3.2 Mener des actions de promotion des filières (plaidoyers, lobbying, etc.)	
A 1.3.3 Etablir un partenariat public-privé pour soutenir l'émergence de ces filières	
Sous composante 2 : APPUI A LA PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS	
R.1.4 : Les OP œuvrant dans les filières promues sont mieux structurées	3 427 974
A 1.4.1 Répertorier les OP existantes par filière	
A 1.4.2 Réaliser une étude diagnostique institutionnelle par filière	
A 1.4.3 Informer et sensibiliser les OP	
A 1.4.4 Créer les unions communales et interdépartementales (si nécessaire)	
A 1.4.5 Organiser des formations de base et spécialisées au profit des unions communales et interdépartementales	
A 1.4.6 Organiser des ateliers d'échanges et de concertations au profit des OP	
A 1.4.7 Organiser des formations au choix au profit des OP	
A 1.4.8 Elaborer des plans de développement des OP	
R.1.5 : Les capacités des organisations professionnelles et des IF œuvrant dans les filières promues sont renforcées	
A 1.5.1 Sélectionner les nouveaux villages	
A 1.5.2 Contractualiser avec les opérateurs partenaires	

A 1.5.3 Former les opérateurs partenaires sur les modules CREE et GERME		
A 1.5.4 Suivre, appuyer et conseiller les MPE (par les SAE)		
A 1.5.5 Suivre les prestations des formateurs SAE		
A 1.5.6 Former les MPE/AGR en technologies de production et en gestion (CREE; GERME)		
A 1.5.7 Suivre les prestations des OPP/OPS		
A 1.5.8 Organiser des visites d'échanges d'expériences et voyages d'études au profit des MPE		
A 1.5.9 Organiser des visites d'échanges d'expériences et voyages d'études au profit des AGR		
A 1.5.10 Appuyer la participation des MPE aux foires, expositions, prospections de marchés et séminaires-ateliers		
A 1.5.11 Appuyer la participation des OP aux foires et séminaires-ateliers		
A 1.5.12 Suivre les prestations des partenaires spécialisés (ONASA, DPQC, DANA, CEBENOR, etc.)		
A 1.5.13 Former les IF et des ASF en finances rurales (développement de services financiers de moyen terme en particulier l'agro leasing)		
A 1.5.14 Mettre en place un mécanisme pour faciliter l'accès des producteurs aux intrants		
A 1.5.15 Appuyer les OP dans la commercialisation collective de leurs produits		
<b>COMPOSANTE INFRASTRUCTURE RURALE</b>		
<b>R 2.1 - Les zones à haut potentiel productif sont désenclavées</b>		<b>4 058 030</b>
A 2.1.1 Appuyer les communautés à la base dans l'identification des pistes à construire ou à réhabiliter.		
A 2.1.2 Recruter les bureaux d'études pour la réalisation des études techniques et le contrôle des travaux.		
A 2.1.3 Sélectionner les entreprises pour l'exécution des travaux.		
A 2.1.4 Mettre en place et former les comités de gestion et d'entretien des pistes réalisées.		
<b>R 2.2 - Le potentiel productif irrigable est aménagé</b>	<b>906 696</b>	
A 2.2.1 Appuyer les communautés à la base dans l'identification des bas-fonds à aménager.		
A 2.2.2 Signer des conventions avec la Direction du Génie Rural et les CeRPA pour la réalisation des études techniques et le suivi des travaux.		
A 2.2.3 Sélectionner les entreprises pour l'exécution des travaux d'aménagement.		
A 2.2.4 Renforcer les capacités des bénéficiaires pour une meilleure gestion des bas-fonds aménagés.		
A 2.2.5 Appuyer la composante AGR du PADER pour le volet aménagement des bas-fonds.		
<b>R 2.3 - Des infrastructures de collecte primaire, de stockage, de transformation et de mise en marché sont réalisées et sont fonctionnelles</b>	<b>878 169</b>	
A 2.3.1 Appuyer les communautés à la base dans l'identification des sites devant abriter les infrastructures marchandes.		
A 2.3.2 Adapter les études techniques utilisées par le PADER pour la réalisation d'infrastructures similaires.		
A 2.3.3 Sélectionner les entreprises pour l'exécution des travaux.		
A 2.3.4 Appuyer les communautés à la base dans la gestion des infrastructures réalisées		
A 2.3.5 Appuyer la composante AGR et FR du PADER pour les volets infrastructures.		

## COMPOSANTE COORDINATION ET GESTION DU PARTENARIAT STRATEGIQUE

**R 3.1 L'intégration du PACER dans le programme cadre PADER a été effectuée dans de bonnes conditions et les programmes sont mis en œuvre de manière efficace et synergique.**

A 3.1.1 Développer des synergies techniques, administratives et financières entre le PACER et le PADER

A 3.1.2 Recruter du personnel additionnel du PACER

**R 3.2 Le Programme cadre PADER est doté d'une UCP fonctionnelle et efficace.**

A 3.2.1 Prendre les textes portant création, attribution et fonctionnement des divers organes du programme cadre PADER.

A 3.2.2 Sélectionner et installer le personnel du programme cadre PADER.

A 3.2.3 Mettre en place les moyens nécessaires pour le bon fonctionnement de l'UCP.

A 3.2.4 Organiser l'atelier de démarrage du PACER.

A 3.2.5 Installer les organes de gestion du programme cadre PADER.

A 3.2.6 Mettre en place et respecter les procédures de gestion et d'exécution du PACER (Administrative, financière).

A 3.2.7 Veiller à un bon cadrage et à une bonne articulation des activités des composantes.

A 3.2.8 Elaborer et respecter le cadrage financier du programme cadre PADER.

A 3.2.9 Tenir régulièrement les réunions périodiques de l'UCP.

A 3.2.10 Produire annuellement les états financiers.

A 3.2.11 Faire annuellement l'inventaire du patrimoine du programme cadre PADER.

A 3.2.12 Réaliser annuellement les audits financiers et comptables du programme cadre PADER.

A 3.2.13 Paramétrer le logiciel de gestion financière et comptable pour le PACER.

A 3.2.14 Former tous les cadres du PACER à l'utilisation du logiciel.

A 3.2.15 Evaluer le personnel du programme cadre.

A 3.2.16 Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités du personnel du programme cadre PADER

**R.3.3 La mobilisation régulière des ressources est assurée**

A 3.3.1 Suivre la reconstitution du compte spécial.

A 3.3.2 Elaborer régulièrement les DRF.

**R.3.4 Les PTBA régionaux et bilan d'activités sont organisés au niveau des URA**

A 3.4.1 Organiser des séances d'élaboration participatives des PTBA régionaux impliquant les acteurs concernés.

A 3.4.2 Organiser des séances participatives de bilans d'activités du programme impliquant les différents acteurs au niveau régional.

**1 273 361**

<b>R.3.5 Le PACER s'insère dans les cadres de concertation existant au niveau régional.</b>	
A 3.5.1 Faire adhérer chaque URA au cadre de concertation existant	
A 3.5.2 Participer aux activités des cadres de concertation existant au niveau régional.	
<b>R.3.6 Le suivi de proximité est assuré</b>	
A 3.6.1 Suivre la mise en œuvre des activités par les prestataires.	
A 3.6.2 Organiser des réunions périodiques avec les prestataires.	
A 3.6.3 Organiser l'évaluation participative des actions du PACER dans la zone de l'URA	
A 3.6.4 Appuyer les composantes techniques du PACER dans la réalisation des activités sur le terrain.	
A 3.6.5 Assurer la gestion matérielle et financière de l'URA conformément au manuel de procédure administrative, financière et comptable	
<b>R.3.7 Le processus d'élaboration du PTBA est respecté</b>	
A 3.7.1 Organiser les consultations régionales du PTBA.	
A 3.7.2 Faire valider le PTBA régional par le CRP.	
A 3.7.3 Organiser la consultation nationale pour l'élaboration du PTBA.	
A 3.7.4 Mettre en cohérence les PTBA du programme cadre PADER avec celui du PADPPA.	
A 3.7.5 Faire valider le PTBA par le CNP	
<b>R.3.8 Le système de suivi-évaluation intégrant le PACER est rendu fonctionnel</b>	
A 3.8.1 Actualiser le manuel de suivi-évaluation du PADER.	
A 3.8.2 Produire périodiquement et à temps, les divers rapports du PADER.	
A 3.8.3 Mettre en œuvre des actions de communication sur le programme en collaboration avec les structures compétentes du MAEP.	
A 3.8.4 Elaborer et mettre en œuvre un plan de capitalisation des acquis du programme cadre PADER	
<b>R.3.9 Une complémentarité/synergie des actions entre le programme et les partenaires stratégiques est assurée</b>	
A 3.9.1 Développer et maintenir une attitude proactive en matière de partenariat.	
A 3.9.2 Promouvoir et rendre dynamique des mécanismes et des cadres de concertation.	



## **Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation**

### Innovation

Le PACER aussi innove dans son approche d'intervention. La stratégie filière qu'elle a adoptée donnera la possibilité de mener des actions ciblées et adaptées et donc plus efficaces et efficientes. Le concept de consortiums qu'elle tente d'opérationnaliser est une véritable innovation. Cette approche entraînera non seulement une professionnalisation des acteurs, mais aussi l'organisation des producteurs pour la défense de leurs intérêts et l'amélioration de leur accessibilité au financement et aux marchés. Les PDMT et PAO qui seront élaborés permettront aux organisations paysannes de mener leurs activités sur la base d'une planification et d'une vision claires pour les filières retenues.

# ANNEXE I: ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION DE SUPERVISION DE JUIN 2012

Mesure convenue	Date convenue	PERIODE DE REALISATION						Niveau réalisation
		Juin	Juil.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	
<b>COMPOSANTE AGR-MER</b>								
Transférer au PACER les mécanismes utilisés par le PADER pour l'identification, dans les 20 nouveaux villages, des groupements et MER ainsi que leurs activités et besoins	Juin 2012		X					Réalisé
Transférer au PACER le répertoire des MER et groupements évolués (dynamiques) du PADER	Juin 2012	X						Réalisé
Transférer au PACER le mécanisme de mise en relation des groupements et MER avec les IMF pour obtention de crédits et des leçons tirées de ces partenariats	Juillet 2012		X					Réalisé
Prendre les dispositions utiles pour poursuivre le fonctionnement des unités pilotes de formation : valider le mode de fonctionnement des unités, élaborer des curricula de prestation de services, élaborer les outils de gestion, établir des partenariats avec des structures d'appui (PACER, PAFILAV, GiZ, etc.).	Août 2012							
• <b>Valider le mode de fonctionnement des unités</b>		X						Réalisé
• <b>Elaborer les curricula de prestation de services</b>			X	X				Réalisé
• <b>Elaborer les outils de gestion des unités</b>			X	X				En cours
• <b>Etablir des partenariats avec des structures d'appui</b>					X			En cours
Transférer au PACER la stratégie de commercialisation collective mise en œuvre par le PADER dans la perspective d'affiner, au besoin, le mécanisme de « Consortium » enclenché par la composante ADF du PACER.	Juin 2012		X					Réalisé
Mettre en place un mécanisme pour la récupération des crédits-intrants mis en place aux producteurs dans le cadre du PUASA et du DON UE et identifier avec le R/ADF les mesures à prendre pour éviter que ne se répètent les difficultés de récupération de crédits rencontrées lors de la mise en œuvre du PADER.	Juillet 2012							
• <b>Mettre en place un mécanisme de récupération des crédits-intrants (PUASA et DON UE)</b>		X	X					Réalisé
• <b>Identifier avec le R/ADF les mesures à prendre pour éviter à l'avenir les difficultés de récupération de crédits</b>			X					Réalisé
Mettre en place un mécanisme et des outils de gestion/entretien des équipements et infrastructures mis en place aux producteurs, sous forme de subvention, dans le cadre des activités de la composante AGR/MER, du PUASA et du DON UE.	Juillet 2012			X	X			Réalisé
Transférer au PACER les expériences et informations relatives aux activités promues dans le cadre du PUASA et du DON UE et qui ont trait aux filières du PACER (production de	Juillet 2012			X				Réalisé

Mesure convenue	Date convenue	PERIODE DE REALISATION						Niveau réalisation
		Juin	Juil.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	
semences de riz et de boutures de manioc, production de paddy, décorticage du riz, transformation du manioc, etc.).								
<b>COMPOSANTE FR</b>								
Assurer en concertation avec le responsable de la composante ADF, la mobilisation et la mise en place des crédits complémentaires au profit des MPE et MER bénéficiaires de microprojets approuvés par les CRA et le CNA	Fin octobre 2012	x	x	x	x	x		Réalisé, toutefois certaines IMF restent réticentes.
Actualiser le dossier de demande d'agrément et le transmettre au Ministère de l'Economie et de Finance (MEF) suivant les directives de la nouvelle loi régissant le secteur de la micro finance dans l'espace UEMOA	Fin décembre 2012	x	x	x	x	x	x	Au cours d'une séance de travail le principe d'évoluer dans l'exécution du dossier est retenu en attendant l'ANO du FIDA.
Exécuter diligemment les activités pré requises avant le démarrage du projet sur la Finance Rurale	Action continue	x	x	x	x	x	x	En cours, une DANO est envoyée au FIDA pour la sélection d'un consultant pour la formation et l'information des IF sur le nouveau cadre juridique et réglementaire, d'autres DAO sont en cours de préparation et seront envoyées cette semaine au FIDA
<b>COMPOSANTE AIB</b>								
Organiser le renforcement des capacités des OPP/OPS/SAE dans l'esprit du PACER	Juillet 2012	X						Réalisé
Mettre à la disposition des femmes relais le matériel pédagogique restant (matériel de protection SIDA/MST, phallus, comprimés de traitement d'eau)	Juillet 2012							
• <b>Négocier avec l'ABM</b>			X					En cours
• <b>Faire livrer le matériel pédagogique</b>				X				En cours
Démarrer l'alphabétisation dans les nouveaux villages du PACER	Août 2012							
• <b>Sélectionner les MAE</b>		X	X					Réalisé
• <b>Préparer la formation des MAE (y compris l'élaboration des contrats et leur signature)</b>			X	X				En cours

Mesure convenue	Date convenue	PERIODE DE REALISATION						Niveau réalisation
		Juin	Juil.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Former les MAE</b></li> </ul>				X				Non réalisé. ANO attendu
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Ouvrir les centres d'alphabétisation</b></li> </ul>	Continue			X	X			Non réalisé.
Démarrer les DPNV dans les nouveaux villages	Juillet 2012		X					Réalisé
Appuyer l'ADV de DANGBAN à actualiser son DPNV et à se rapprocher de la Mairie pour solliciter son appui	Septembre 2012							
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Prendre rendez-vous avec le Maire</b></li> </ul>				X				Réalisé
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Tenir la rencontre</b></li> </ul>					X			Réalisé
Accompagner l'ADV de Goutin dans la mobilisation des 3 autres ADV de la Commune d'Adjohoun situées dans la vallée pour rencontrer le Maire d'Adjohoun afin de l'amener à mieux comprendre la nécessité pour la mairie de contribuer à la constitution du fonds attendu comme contribution des bénéficiaires pour l'aménagement des 26 ha dont l'étude a démarré avec PAFIRIZ	Septembre 2012							
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Prendre rendez-vous avec le Maire</b></li> </ul>				X				Réalisé
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Tenir la rencontre</b></li> </ul>					X			Réalisé
Appuyer l'ADV de Gobé dans l'harmonisation de ses rapports avec le Maire de sa commune	Septembre 2012							
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Prendre rendez-vous avec le Maire</b></li> </ul>				X				Réalisé
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Tenir la rencontre</b></li> </ul>					X			Réalisé
Faire préciser dans les conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée entre les maires et les ADV non seulement les responsabilités de chaque partie, mais insister aussi sur la forme de co-gestion et préciser l'origine des ressources financières devant assurer l'entretien des infrastructures	Septembre 2012							
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Sensibiliser les CP des OPP</b></li> </ul>			X					Non encore exécuté
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Informar les Maires</b></li> </ul>			X	X				Réalisé
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Suivre la mise en œuvre</b></li> </ul>					X	X		
Appuyer l'ADV de Kakara dans la résolution du conflit qui l'oppose à la mairie dans la gestion des hangars de marché.	Septembre 2012							
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Prendre rendez-vous avec le Maire</b></li> </ul>				X				Réalisé
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Tenir la rencontre</b></li> </ul>					X			Réalisé

Mesure convenue	Date convenue	PERIODE DE REALISATION						Niveau réalisation
		Juin	Juil.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	
Assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'atelier national sur les infrastructures	Septembre 2012							
• <b>Préparer la restitution avec l'ANCB</b>					X	X		Non exécuté
• <b>Organiser la restitution sur le terrain</b>					X	X		Non exécuté
<b>COMPOSANTE COORDINATION ET PARTENARIAT STRATEGIQUE PADER</b>								
Faire une capitalisation des expériences et acquis du PADER après l'évaluation d'impact.						X	X	Une partie de la capitalisation est en cours avec la réalisation d'un film documentaire sur le PADER. L'étude d'impact est en cours.
Dresser la liste des entreprises en relation avec les bureaux de contrôle afin de procéder à une évaluation précise des travaux restant et partant, introduire une requête auprès du FIDA pour une dérogation d'un délai supplémentaire n'excédant pas deux mois.	Immédiatement		X					Réalisé
Pour l'Entreprise Vacko, qui accuse le plus important retard dans la construction du siège de l'ASF Adjame, confirmer la volonté manifestée de finaliser les travaux au plus tard à fin août 2012	Immédiatement	X						Réalisé
Adresser une lettre d'invitation à toutes les entreprises intervenant dans la construction des infrastructures, à l'effet de produire les cautions bancaires de retenues de garantie pour libérer les soldes restant à payer d'ici à fin aout 2012	Immédiatement	X						Réalisé
<b>Pour toutes les entreprises en retard, appliquer les pénalités de retard conformément aux clauses contractuelles.</b>	Immédiatement							Se fera au moment des paiements sur la base des mentions faites dans les PV de réception des infrastructures (RAF)
Dresser mensuellement la situation exhaustive des contrats P.C avec taux d'exécution physique et Financière, l'inventaire des factures non encore réglées et les contrats signés et non encore exécutés	RAF/R Composante (continue)							Réalisé et actualisable (RAF)
Recouvrement du C.S à partir de la DRF 79 et suite à 50% des montants justifiés.	Immédiate							Réalisé
Inclure dans les futurs projets du programme cadre un plan de gestion environnementale et sociale.	Continue							
<b>Évaluation d'ensemble de l'exécution du PACER</b>								
Revoir le mécanisme de mise en œuvre de manière à accélérer les processus relevant de la responsabilité de l'équipe du projet,	Novembre 2012							En cours avec l'évaluation du personnel
Discuter avec le FIDA pour stratifier les besoins de recours à la non objection de façon à réduire les temps d'attente des ANO.	Novembre 2012							
Former l'équipe du projet sur la gestion axée sur les résultats (GARS)	Novembre 2012				X	X		Voir AIMAEP (reporté pour

Mesure convenue	Date convenue	PERIODE DE REALISATION						Niveau réalisation
		Juin	Juil.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	
								début décembre)
<b>COMPOSANTE ADF</b>								
Susciter l'organisation des producteurs impliqués dans les consortia de filière	Décembre 2012 pour les consortia existants	X						réalisé
Appuyer le consortium d'Allada sur l'ananas à l'export par la finalisation de son dossier sur la mise en place d'une unité plus performante de transformation	Septembre 2012	X						réalisé
Faire vulgariser les boutures certifiées de manioc par les radios locales, les CeCPA et les OPP	Juillet 2012	X						Non réalisé
Appuyer le Micro entrepreneur Dramane Chabi Akpo de Goro dans la revue de son dossier en vue de la soumission d'un dossier sur l'achat de tracteur au PPMA via le FNM et d'un second au relatif à la promotion de filière au CRA	Juillet 2012	X						réalisé
Appuyer le groupement de femmes de Goro pour son dossier d'acquisition d'une rappeuse et d'une presse.	Juillet 2012	X						réalisé
Faire la capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques au sein des ASF	Novembre 2012	X	X	X	X	X		Réalisé et se poursuit
Appuyer les groupements de Fô Bouré dans le montage d'un dossier de micro-projet à présenter au guichet A du PACER	Juillet 2012	X						réalisé
Prévoir et exécuter au plus tôt possible une formation sur le maraîchage au profit des OPP et SAE	Septembre 2012	X	X	X				DANO au niveau du FIDA
<b>COMPOSANTE IR</b>								
Procéder à l'étude d'aménagement du site maraîcher des groupements Yékponawa et Agbondjèdo d'Ifangni	Novembre 2012							
<ul style="list-style-type: none"> <li>Suivre la réalisation des études techniques</li> </ul>						X	X	Site déjà identifié et retenu pour études techniques PTBA 2012
Appuyer le groupement de Gobé par rapport à son projet d'aménagement de bas-fond et de construction d'un magasin de stockage	PTBA 2013							
<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer le groupement pour l'identification du bas-fond à aménager</li> </ul>					X	X	X	(Réalisé) Bas-fond à sélectionner pour le PTBA 2013
Faire une étude du site des groupements de Fô Bouré en vue d'un aménagement pour une meilleure maîtrise de l'eau.	PTBA 2013							
<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer le groupement pour l'identification du bas-fond à aménager</li> </ul>					X	X	X	(Réalisé) Bas-fond à sélectionner pour le PTBA 2013
Etudier la demande faite par l'association des transformateurs d'ananas pour la construction de deux magasins de stockage d'ananas pour faciliter l'écoulement des jus dans les pays de l'inter-land.	Décembre 2012							Infrastructures non programmées au PTBA 2012, d'où nécessité d'une DANO
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer une fiche pour demande d'établissement des pièces graphiques</li> </ul>		X						Réalisé

Mesure convenue	Date convenue	PERIODE DE REALISATION						Niveau réalisation
		Juin	Juil.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	
des magasins à construire								
<ul style="list-style-type: none"> <li>Recruter un consultant pour l'établissement des pièces graphiques des magasins à construire</li> </ul>			X	X				La fiche introduite a reçu l'avis de la coordination pour le recrutement d'un consultant et le processus est en cours en vue de l'établissement des pièces graphiques des magasins à construire
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer le Dossier de Consultation Restreinte</li> </ul>				X				Réalisé
<ul style="list-style-type: none"> <li>Sélectionner les entreprises pour la réalisation des travaux</li> </ul>					X			Ouverture des plis pour le 20 octobre 2012
<ul style="list-style-type: none"> <li>Suivre la réalisation des travaux de construction</li> </ul>						X	X	
<b>COMPOSANTE COORDINATION ET PARTENARIAT STRATEGIQUE PACER</b>								
Prévoir annuellement une ligne budgétaire dans le PTBA pour financer les cadres de concertation entre les différents intervenants (OPP, CeRPA, CeCPA, URA, etc) afin d'harmoniser les approches d'intervention	Continuel				X	X	X	A prévoir dans le PTBA 2013
Accélérer la production du DVD-Vidéo sur les points forts de l'atelier à diffuser et utiliser le canal de l'Association départementale des maires pour permettre à tous les maires de s'approprier les conclusions et recommandations de l'atelier sur la gestion des infrastructures	Juillet 2012							
<ul style="list-style-type: none"> <li>Signer une convention avec la Cellule de communication du MAEP</li> </ul>		X						Réalisé
<ul style="list-style-type: none"> <li>Effectuer une tournée de prise d'image</li> </ul>			X					Réalisé
<ul style="list-style-type: none"> <li>Monter le film documentaire</li> </ul>			X	X				En cours
Faire aboutir les financements complémentaires du PACER	Novembre 2012							Voyage à la BOAD prévu pour novembre 2012
Elaborer un cadre de référence propre au PACER pour son évaluation en tenant compte de l'étude de référence du PADER complétée par des études spécifiques.	Novembre 2012							
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les TDR des études spécifiques</li> </ul>				X				15 octobre 2012
<ul style="list-style-type: none"> <li>Sélectionner des consultants pour ces études</li> </ul>				X	X			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Réaliser les études</li> </ul>					X	X		
Faire mettre en place par les CeRPA un mécanisme permettant de s'assurer de la	Juillet 2012							Non applicable. Les

Mesure convenue	Date convenue	PERIODE DE REALISATION						Niveau réalisation
		Juin	Juil.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	
justification des fonds dans les délais convenus								paiements sont faits après service fait.
Impliquer les autorités locales dans la gestion des cas de mauvaise gestion/ détournement au niveau des ASF	Continuel							Les dispositions déjà en cours prennent en compte la recommandation
Accélérer le traitement des demandes de non objection	Immédiate							
<b>Adresser au FIDA une requête aux fins d'expérimenter l'avance de trésorerie sur la base de budgets trimestriels</b>	Immédiate							Aux dernières informations, cette procédure ne sera applicable qu'à partir du PAPSFRA. Par contre une requête sera adressée au FIDA par l'intermédiaire de la CAA pour relever le niveau de l'allocation autorisée du PACER.
Faire élaborer un plan de gestion environnementale et social (PGES) pour le PACER	Novembre 2012							La cellule du MAEP chargée de la question sera saisie par le PACER
Rendre systématiques les renforcements de capacités des divers bénéficiaires d'équipement du projet	Novembre 2012							Réalisé et se poursuit.



## ANNEXE II : ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DES AUDITS DES COMPTES DES EXERCICES 2011

Constats faits	Recommandations	Commentaire du programme	Niveau d'exécution
1 Gestion du personnel Les dossiers du personnel ne sont pas au complet en occurrence la photo de certains membres	Mettre à jour le dossier du personnel	à leur prise de service, tous les agents sont invités à fournir une liste de pièces dont les photos. Un délai sera donné aux agents concernés pour compléter les pièces manquantes	Fait tous les agents ont complété les pièces manquantes dans leur dossier
2 Gestion des marchés La documentation relative à chaque dossier de passation de marché n'est pas centralisée	Revoir le système d'archivage des dossiers de passation des marchés afin de faciliter la revue des marchés	La question est prise en compte depuis trois mois et le responsable est à pied d'œuvre. Une salle est même dégagée pour cet archivage	Une salle a été aménagée et des meubles de rangements ont été réalisés et installé. L'archivage des dossiers est presque terminé
3 Gestion comptable Les intérêts générés par le sous compte spécial PACER sont comptabilisés dans un compte de produit dans PADER au lieu d'un compte de tiers au nom du PACER	Utiliser des comptes de « tiers » réciproques dans les deux comptabilités (PADER-PACER) pour la comptabilisation desdites opérations	Lesdits intérêts sont en fait centralisés sur le compte PADER- Autres Ressources tenu par le comptable central et des comptes existent pour distinguer ceux du PADER de ceux du PACER seulement que le compte utilisé pour celui du PACER dans la comptabilité du PADER n'est pas un compte de tiers. Nous allons proposer au cabinet une écriture qu'il va valider	Fait
4 Système de gestion intégrée et sauvegarde a) Le logiciel comptable « SUCCESS » en place répond bien aux besoins du programme. Toutefois, le paramétrage pour certains comptes de tiers doit être amélioré	Un meilleur paramétrage du logiciel de gestion et un apport de solutions conséquentes aux difficultés d'exploitation du logiciel de la part du fournisseur	Pour nous, le logiciel ne pose pas de grands problèmes et nous permet de produire des états convenables. Toutefois, le problème évoqué n'est pas nouveau et est déjà porté par le programme au niveau du siège du cabinet à Abidjan pas plus tard que cette année même. En attendant, des états comptables existent et permettent de suppléer à ce manque	Nous attendons toujours la réaction du Cabinet qui est à pied d'œuvre
b) La sauvegarde des données se fait sur clé USB	Que la sauvegarde des données se fasse sur un support plus adéquat	Les comptables sont instruits pour acquérir sans délai deux disques amovibles (un pour chaque projet)	Fait

### **ANNEXE III : DÉTAILS SUR LA CONTRIBUTION DE LA CONTREPARTIE / BUDGET NATIONAL**

<b>Année</b>	<b>Budget</b>	<b>Engagements</b>	<b>Dépensés*</b>	<b>Taxes**</b>
2010	63,310,000	-	-	
2011	75,000,000	6,867,500	6,867,500	1,218,490
2012	163,000,000	121,158,683	66,158,683	2,118,590
<b>TOTAL</b>	<b>301,310,000</b>	<b>128,026,183</b>	<b>73,026,183</b>	<b>3,337,080</b>

**NB: Dans les engagements 2012 figurent celui de la SONOPRA de 55.000.000fcfa**

\*Montant compris dans les engagements

\*\* Montant pas compris dans les engagements

# ANNEXE IV : ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES

TRAVAUX							LISTES ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES		D.A.O			EVALUATION DES OFFRES			EXECUTION DU MARCHÉ		
	DESCRIPTION	Lots	Appel d'offres n°	Montant estimatif en 000 FCFA	Méthode de passation de marchés	Prévision/ Réalisation	Service responsable	Date de dépôt	Date d'envoi au FIDA	Date de non objection du FIDA	Date de publication de l'avis d'AO	Date d'ouverture des plis	Date de signature du rapport	Date de non objection du FIDA	Montant total du contrat	Date de signature du contrat	Date d'achèvement des travaux
Composante B : Infrastructures rurales																	
Volet : Aménagement de bas-fonds																	
1110	Choix de cinq (5) PME pour la réalisation des travaux d'aménagement de 37 ha de bas-fonds dans les départements de l'Atacora/Donga (URA Djougou)	5	001/PACE R/T/12	65,490	ACN	Prévue	RPM/IR	15/3/12	22/3/12	5/4/12	5/6/12	9/7/12	10/9/12	17/9/12		24/10/12	28/2/13
						Réalisée			13/9/12	21/9/12							
1110	Choix de six (6) PME pour la réalisation des travaux d'aménagement de 43 ha de bas-fonds dans les départements du Borgou/Alibori (URA Parakou)	6	002/PACE R/T/12	76,110	ACN	Prévue	RPM/IR	15/3/12	22/3/12	5/4/12	5/6/12	9/7/12	10/9/12	17/9/12		24/10/12	28/2/13
						Réalisée			13/9/12	21/9/12							
Volet : Réalisation d'infrastructures de mise en marché																	
1120	Choix de quatre (4) PME pour la réalisation des travaux de 366 m2 bâtis d'infrastructures de mise en marché dans les départements de l'Atacora/Donga (URA Djougou)	4	003/PACE R/T/12	36,600	ACL	Prévue	RPM/IR	11/1/12	18/1/12	25/1/12	1/3/12	25/4/12	29/6/12	9/7/12	33,554,707	13/8/12	16/11/12
						Réalisée			26/3/12	4/4/12	12/4/12	24/4/12	24/5/12	26/5/12		31/7/12	20/8/12
1120	Choix de cinq (5) PME pour la réalisation des travaux de 458 m2 bâtis d'infrastructures de mise en marché dans les départements du Borgou/Alibori (URA Parakou)	5	004/PACE R/T/12	45,800	ACL	Prévue	RPM/IR	11/1/12	18/1/12	25/1/12	1/3/12	25/4/12	29/6/12	9/7/12	61263116	13/8/12	16/11/12
						Réalisée			26/3/12	4/4/12	12/4/12	24/4/12	24/5/12	29/5/12		31/7/12	20/8/12
1120	Choix de treize (13) PME pour la réalisation des travaux de 1006 m2 bâtis d'infrastructures de mise en marché dans les départements du Centre et du sud (URA Bohicon)	13	002/PACE R/T/12	100,600	ACN	Prévue	RPM/IR	11/1/12	18/1/12	25/1/12	1/3/12	25/4/12	29/6/12	9/7/12		13/8/12	16/11/12
						Réalisée			26/3/12	4/4/12	12/4/12		27/9/12				
	Sélection d'une entreprise pour la réalisation des travaux d'aménagement de l'espace du siège du programme cadre					Prévue	RPM/IR	30/6/12	3/7/12	17/7/12	24/7/12	24/8/12	28/8/12	11/9/12		18/9/12	18/12/12
						Réalisée		Non démarrée									
Total Coût				324,600													

**Légende:** **ACT** = Appel à Concurrence International, **ACN** = Appel à Concurrence National, **CFN**= Consultation de Fournisseur à l'échelle Nationale, **CFL**= Consultation de Fournisseur à l'Echelon Locale, **ACL** = Appel à Concurrence Local, **NA** = Non Applicable, **RP/PTBA** = Ref Poste au niveau du PTBA.

**NB :** Colonne Ref PTBA, la première lettre fait référence à la sous composante et la seconde au N° de l'activité dans le PTBA (exple C1 = Sous composante Communication et Gestion des Savoirs et A1 = Activité 1)

FOURNITURES/EQUIPEMENTS							LISTES ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES		D.A.O			EVALUATION DES OFFRES			EXECUTION DU MARCHE		
RP/PTBA	DESCRIPTION	Lots	Appel d'offres n°	Montant estimatif en 000 FCFA	Methode de passation de marchés	Prévision/ Réalisation	Service responsable	Date de dépôt	Date d'envoi au FIDA	Date de non objection du FIDA	Date de publication de l'avis d'AO	Date d'ouverture des plis	Date de signature du rapport	Date de non objection du FIDA	Montant total du contrat	Date de signature du contrat	Date d'achèvement des livraisons
Composante A : Appui au Développement des Filières																	
Fonds d'Appui aux filières																	
3600 et 5400	Achat d'engrais chimiques et autres intrants spécifiques (herbicides, pesticides, engrais organiques, carbures, éthrel)	3	01/PACE R/F/12	110 000	ED	Prévue	RPM/RADF	02/01/2012	29/02/2012	08/03/2012	21/03/2012	23/04/2012	30/04/2012	10/05/2012		11/06/2012	11/07/2012
						Réalisée		02/11/2011	02/11/2011	28/12/2011	NA	NA	NA	NA		29/8/2012 23/10/2012	
Adimistration et finances																	
7830	Choix d'un fournisseur pour l'acquisition d'un lot de fournitures de bureau en faveur du programme	1	01/PACE R/F/12	3 000	ACL	Prévue	RPM	11/01/2012	NA	NA	17/01/2012	30/01/2012	06/02/2012	NA	5 992,765	13/02/2012	31/12/2012
						Réalisée		NA	NA	NA	10/02/2012	27/02/2012	27/02/2012	NA		05/03/2012	20/03/2012
Total Coût						113 000									5 992,77		

**Légende:** **ACI** = Appel à Concurrence International, **ACN** = Appel à Concurrence National, **CFN** = Consultation Fournisseurs à l'Echelle National, **ACL**: Appel à Concurrence Local, **NA** = Non Applicable, **RP/PTBA** = Ref Poste au niveau du PTBA.

**NB :** Colonne Ref PTBA, la première lettre fait référence à la sous composante et la seconde au N° de l'activité dans le PTBA (exple C1 = Sous composante Communication et Gestion des Savoirs et A1 = Activité 1)

SERVICES DE CONSULTANTS					TERMES DE REFERENCE		DEMANDE DE MANIFESTATION		DEMANDE DE PROPOSITIONS			EVALUATION TECHNIQUE (T) ET FINANCIERE (F)						PROJET DE CONTRAT NEGOCIE		EXECUTION DU CONTRAT		
RP/P TBA	Description	Responsabl e	Mode de Sélectio n	Montant estimatif en 000 F CFA		Demande de non objection	Date de non objection	Date de publication	Date de short liste	Demande de non objection	Date de non objection	Date de transmissi on aux candidats	Date ouverture technique (T)	Rapport d'évaluation technique (T)	Date de non objectio n	Date ouverture financière (F)	Date de non objectio n	Demande de non objection	Date de non objection	Montant du contrat	Date de signature	Date de rapport
Composante A: Appui au Développement des Filières																						
Sous-composante A1: Fonds d'appui aux filières																						
3595	Recrutement d'un cabinet/bureau pour l'audit annuel du portefeuille de micro-projets administrés par les comités d'approbation	RPM/RAF/ADF	SQL		Prévue	1/6/12	8/6/12	15/6/12	2/7/12	9/7/12	23/7/12	30/7/12	21/8/12	5/9/12	12/9/12	17/9/12	14/8/12	21/8/12	28/8/12		4/9/12	5/11/12
					Réalisée	Reportée pour 2013											1/10/12	NA	NA			
4551	Recrutement d'un Consultant pour formation initiale en Rural Invest/a	RPM/ADF	SBQC	8,000	Prévue	23/1/12	30/1/12	9/2/12	23/2/12	1/3/12	8/3/12	15/3/12	9/4/12	23/4/12	30/4/12	7/5/12	14/5/12	NA	NA		28/5/12	28/6/13
					Réalisée	9/7/12												NA	NA			
Sous-composante A2: Appui à la professionnalisation des acteurs																						
4551	Recrutement d'un Consultant pour formation spécifique des SAE	RPM/ADF	STP		Prévue	16/1/12	23/1/12	30/1/12	13/2/12	20/2/12	27/2/12	4/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	16/5/12	6/6/12	NA	NA		13/6/12	13/7/12
					Réalisée	Reportée pour 2013																
4553	Recrutement d'un Consultant pour formation généraliste des MPE en CREE et GERME	RPM/ADF	SBQC		Prévue	30/1/12	6/2/12	20/2/12	27/3/12	3/4/12	10/4/12	17/4/12	8/5/12	29/5/12	6/6/12	13/6/12	7/5/12	14/5/12	21/5/12		28/5/12	27/7/12
					Réalisée	Reportée pour 2013																
4553	Recrutement d'un Consultant pour formation sur normes et qualité	RPM/ADF	SBQC		Prévue	14/3/12	27/3/12	4/4/12	25/4/12	11/6/12	18/6/12	25/6/12	16/7/12	16/8/12	27/8/12	5/9/12	5/10/12	14/10/12	29/10/12		5/11/12	5/12/12
					Réalisée	Reportée pour 2013																
4554	Recrutement d'un consultant pour formation initiale TS & CA	RPM/ADF		30,000	Prévue	11/1/12	18/1/12			25/1/12	8/2/12	15/2/12	29/2/12	7/3/12	21/3/12	28/3/12	4/4/12	21/4/12	7/5/12		14/5/12	14/6/12
					Réalisée	12/10/12																
4556	Recrutement d'un consultant pour formation de base des unions communales de la filière ananas	RPM/ADF	STP		Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12		21/5/12	21/6/12
					Réalisée	Reportée pour 2013																
4556	Recrutement d'un consultant pour formation spécialisée des unions communales de la filière ananas	RPM/ADF	STP		Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12		21/5/12	21/6/12
					Réalisée	Reportée pour 2013																

4556	Recrutement d'un consultant pour formation de base des unions communales de la filière riz	RPM/ADF	STP	5,860	Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12		21/5/12	21/6/12
					Réalisée	Non démarrée																
4556	Recrutement d'un consultant pour formation spécialisée des unions communales de la filière riz	RPM/ADF	STP		Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12		21/5/12	21/6/12
					Réalisée	Reportée pour 2013																
4556	Recrutement d'un consultant pour formation de base des unions communales de la filière manioc	RPM/ADF	STP	5,860	Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12		21/5/12	21/6/12
					Réalisée	Reportée pour 2013																
4556	Recrutement d'un consultant pour formation spécialisée des unions communales de la filière manioc	RPM/ADF	STP		Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12		21/5/12	21/6/12
					Réalisée	Reportée pour 2013																
4556	Recrutement d'un consultant pour formation de base des unions communales de la filière maraîchage	RPM/ADF		5,860	Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12		21/5/12	21/6/12
					Réalisée	Reportée pour 2013																
4556	Recrutement d'un consultant pour formation de base des unions communales de la filière ananas	RPM/ADF		5,860	Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12		21/5/12	21/6/12
					Réalisée	Reportée pour 2013																
4556	Recrutement des consultants pour l'élaboration de Plan de Développement à Moyen Terme (PDMT) pour les filières ananas	RPM/ADF			Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12	43,365,000	21/5/12	21/6/12
					Réalisée	28/7/11	20/9/11	NA	NA	NA	NA	3/10/12	17/10/11	19/10/11	20/2/12	30/4/12	25/5/12	NA	NA		4/6/12	
4556	Recrutement des consultantst pour l'élaboration de Plan de Développement à Moyen Terme (PDMT) pour les filières riz	RPM/ADF			Prévue	11/6/12	18/6/12	25/6/12	15/7/12	22/7/12	29/7/12	6/8/12	27/8/12	4/9/12	11/9/12	15/9/12	22/9/12	29/9/12	29/10/12		19/9/12	19/10/12
					Réalisée	28/7/11	20/9/11	NA	NA	NA	NA	3/10/12	17/10/11	19/10/11	20/2/12	30/4/12	25/5/12	NA	NA		8/6/12 11/6/12	

4556	Recrutement des consultants pour l'élaboration de Plan de Développement à Moyen Terme (PDMT) pour les filières cultures maraichères et racines/tubercules	RPM/ADF			Prévue	15/7/12	22/7/12	29/7/12	6/8/12	27/8/12	4/9/12	11/9/12	15/9/12	22/9/12	29/9/12	29/10/12		19/9/12	19/10/12		19/11/12	19/12/12
					Réalisée	28/7/11	20/9/11	NA	NA	NA	NA	3/10/12	17/10/11	19/10/11	20/2/12			NA	NA			
3595	Sélectionner un fournisseur pour acquisition d'équipements pour femmes relais	RPM/ADF	SBQC	5,000	Prévue	1/6/12	8/6/12	15/6/12	2/7/12	9/7/12	23/7/12	30/7/12	21/8/12	5/9/12	12/9/12	17/9/12	14/8/12	NA	NA	4,979,600	28/8/12	28/9/12
					Réalisée	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA		21/8/12	12/9/12
3595	Signer des conventions avec six DDAPLN pour l'alphabétisation des bénéficiaires des 20 nouveaux villages	RPM/ADF	SBQC	18,000	Prévue	1/6/12	8/6/12	15/6/12	2/7/12	9/7/12	23/7/12	30/7/12	21/8/12	5/9/12	12/9/12	17/9/12	14/8/12	NA	NA		28/8/12	28/9/12
					Réalisée	Non démarrée												NA	NA			
<b>Composante B : Infrastructures Rurales</b>																						
<b>Volet: Aménagement de bas-fonds</b>																						
1110	Présélection d'entreprises pour l'exécution des travaux d'aménagement de 80 ha de bas-fonds	RPM/IR	SQL		Prévue	11/1/12	12/3/12	18/3/12	20/5/12	27/5/12	3/6/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA		9/10/12	12/11/12
					Réalisée	NA	NA	11/5/12					19/6/12	26/6/12				NA	NA			
1110	Signature de convention avec la Direction du Génie Rural pour la réalisation des études techniques d'aménagement de 130 ha de bas-fonds	RPM/IR	ED	19,500	Prévue	11/1/12	18/1/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	8/2/12	15/2/12	19,500,000	29/2/12	1/7/12
					Réalisée	16/2/12	20/2/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	16/2/12	20/2/12		16/5/12	
1110	Signature des contrats avec les structures (DGR et SAER des CeRPA Atacora-Donga et Borgou-Alibori) pour le contrôle et la surveillance des travaux d'aménagement de 80 ha de bas-fonds	RPM/IR	ED	10,400	Prévue	24/9/12	1/10/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	1/11/12	8/11/12		22/11/12	7/3/13
					Réalisée	Non démarrée		NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA					

Volet: Réalisation d'infrastructures de mise en marché																						
1120	Signature des contrats avec les structures ( SAER des CeRPA Atacora-Donga et Borgou-Alibori) pour le contrôle et la surveillance des travaux de 898,18 m2 d'infrastructures de mise en marché	RPM/IR	ED	3,053.81	Prévue	16/7/12	23/7/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	6/8/12	13/8/12		28/8/12	24/11/12
					Réalisée	Non démarrée		NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA					
1120	Signature des contrats avec les structures ( SAER des CeRPA du Centre et du Sud) pour le contrôle et la surveillance des travaux de 1003 m2 d'infrastructures de mise en marché	RPM/IR	ED	3410.2	Prévue	16/7/12	23/7/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	6/8/12	13/8/12		28/8/12	24/11/12
					Réalisée	Non démarrée		NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA					
Composante : Coordination du Programme																						
	Recrutement d'un cabinet d'études institutionnelles pour l'évaluation des OPP, OPS et SAE	RPM/Coordo/RAF/FIDA	SQL international	50,000	Prévue	11/1/12	18/1/12	NA	NA	25/1/12	1/2/12	8/2/12	NA	NA	NA	NA	NA	29/2/12	8/3/12		15/3/12	16/4/12
					Réalisée	4/7/12		NA	NA			NA	NA	NA	NA	NA						
3595	Choix d'un Consultant pour la mise en place d'un système de suivi-évaluation	RPM/RSE	SBQC	24,000	Prévue	17/1/12	24/1/12	31/1/12	14/2/12	21/2/12	28/2/12	6/3/12	NA	NA	NA	NA	NA	5/3/12	19/3/12		26/3/12	25/4/12
					Réalisée	Reportée en 2013						NA	NA	NA	NA	NA						
3595	Choix d'un Consultant pour la conception et la mise en œuvre du système de communication (Elaboration d'un système de communication)	RPM/RSE	SBQC	15,000	Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12		21/5/12	21/6/12
					Réalisée	Reportée en 2013																
3595	Choix d'un Consultant pour la conception et la mise en œuvre du système de communication (Réalisation d'un film documentaire sur le PACER)	RPM/RSE	SBQC	15,000	Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12	10,828,000	21/5/12	21/6/12
					Réalisée	4/5/12	25/5/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	6/6/12		6/7/12	
4500	Recrutement d'un cabinet/bureau pour la réalisation d'une enquête de référence (pour les vingt nouveaux villages)	RPM/RSE	SQL	3,000	Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12		21/5/12	21/6/12
					Réalisée	Non démarrée																



3595	Choix d'un Consultant pour la mise en place d'un système de contrôle financier				Prévue	11/1/12	18/1/12	25/1/12	9/2/12	16/2/12	23/2/12	6/3/12	27/3/12	11/4/12	18/4/12	25/4/12	2/5/12	9/5/12	14/5/12		21/5/12	21/6/12
					Réalisée	Déjà réalisé en 2011																
	Recrutement d'un cabinet pour l'évaluation externe du personnel	RPM/RSE	SQL	9,500	Prévue	1/4/12	15/4/12	NA	NA	20/4/12	27/4/12	4/5/12	18/5/12	18/5/12	30/5/12	31/5/12	8/6/12	NA	NA	8,950,000.00		28/6/12
					Réalisée						4/5/12	18/5/12	18/5/12	30/5/12	31/5/12	8/6/12	NA	NA	11/6/12		28/6/12	
	Recrutement d'un consultant pour étude et établissement d'un plan d'aménagement au siège du programme cadre	RPM/IR	STP	1,500	Prévue	NA	NA	NA	NA	NA	NA	20/4/12	5/5/12	5/5/12	NA	5/5/12	NA	NA	NA	1,020.00		
					Réalisée	NA	NA	NA	NA	NA	NA	23/4/12	3/5/12	3/5/12	NA	5/5/12	NA	NA	NA		8/6/12	
Total Catégorie				238,804																130,988,620		

**Légende :** **G/G** = Gré à gré, **STP** = Sélection à titre personnel, **SBQC**= Sélection basée sur la Qualité et le Coût, **SQL** = Sélection basée sur la qualification des consultants, **SMD** = Sélection du moins disant, **SEB** = Sélection sur enveloppe budgétaire,

**SMD** = Sélection du Moins Disant, **RP/PTBA** = Ref Poste au niveau du PTBA & **NA** = Non Applicable.

**NB :** Colonne Ref PTBA, la première lettre fait référence à la sous composante et la seconde au N° de l'activité dans le PTBA (exple C1 = Sous composante Communication et Gestion des Savoirs et A1 = Activité 1)

**NB\*:** Dépouillement pour short liste prévu pour le 20 juin 2012

---

## **ANNEXE V : TRANSITION DES ACTIVITES ELIGIBLES DE LA COMPOSANTE AGR/MER DU PADER SOUS LE PACER**

Transfert d'activités/expériences au PACER en matière d'identification et de mise en œuvre des activités de filières par les groupements, les MER et les MPE. En application des recommandations de la mission de supervision de Mai 2012, un certain nombre d'activités et/ou expériences ont été transférées à la composante ADF du PACER. Il s'agit : (i) des mécanismes utilisés par le PADER pour l'identification, dans les 20 nouveaux villages, des groupements et MER ainsi que leurs activités et besoins ; (ii) du répertoire des MER et groupements évolués (dynamiques) du PADER, (iii) du mécanisme de mise en relation des groupements et MER avec les IMF pour obtention de crédits et des leçons tirées de ces partenariats, (iv) de la stratégie de commercialisation collective mise en œuvre par le PADER dans la perspective d'affiner le mécanisme de « consortium » enclenché par la composante ADF du PACER, (v) du mécanisme pour la récupération des crédits-intrants mis en place aux producteurs dans le cadre du PUASA et du DON UE et identifier avec le R/ADF les mesures à prendre pour éviter que ne se répètent les difficultés de récupération de crédits rencontrées lors de la mise en œuvre du PADER, (vi) des expériences et informations relatives aux activités promues dans le cadre du PUASA et du DON UE et qui ont trait aux filières du PACER (production de semences de riz et de boutures de manioc, production de paddy, décorticage du riz, transformation du manioc, etc.). Sont en voie d'achèvement pour transfert à la composante ADF : (i) l'élaboration du mécanisme et des outils de gestion/entretien des équipements et infrastructures mis en place aux producteurs, sous forme de subvention, dans le cadre des activités de la composante AGR/MER, du PUASA et du DON UE ; (ii) les dernières dispositions utiles pour poursuivre le fonctionnement des unités pilotes de formation (l'appropriation par les acteurs, du mode de fonctionnement et des outils de gestion et de promotion des unités ; l'établissement des partenariats avec des structures d'appui tels que PACER, PAFILAV, GiZ, etc.).